

HARTFORD BATTU



CREUSE L'ÉCART EN TÊTE

♦ En disposant des Leafs de Toronto, 2-1, le Canadien a porté à quatre points son avance en tête de la division Adams puisque, au New Jersey, les Whalers encaissaient un revers de 7-5 face aux Devils.

Pages 2 à 4



Le Soleil, Gilles Lefond

DEUX MORTS À PETITE-RIVIÈRE
LEUR VOITURE
COMPLÈTEMENT
DÉMANTIBULÉE
PAR UN CAMION

♦ Un jeune couple de Clermont, dans Charlevoix, a trouvé une mort tragique lorsque sa voiture a embouti un camion-citerne, hier, près de Petite-Rivière-Saint-François. Sous l'impact, des parties du véhicule ont été éparpillées sur des dizaines de mètres. Lucien Latulippe rapporte.

Nos informations, page A-2

LE SOLEIL

MARDI 13 JANVIER 1987
QUÉBEC, 91^e année, no 15

50 pages, 3 cahiers + 1 tabloïd
Iles de la Madeleine-Gaspé-Rivière-au-Renard-Perce-Abitibi 50c

Livraison à domicile (7 jours) 2,75\$

35c

depôts garantis **6 1/2%**
30 jours
FIDUCIE PRÊT ET RÉVENU
692-1221 / 626-1221 / 659-1814

L'AFFAIRE HARVEY



L'avocat de la famille Harvey, Carol St-Cyr, s'entretient avec le procureur du coroner, Claude Tremblay, et avec l'avocat de la SQ, Michel Proulx.

LES MARCHEURS UNANIMES
UNE BRUTALE
ARRESTATION

♦ LA MALBAIE - Alors qu'un des marcheurs du 25 octobre a soutenu hier qu'il avait vu un policier frapper Gaston Harvey avec ce qui ressemblait à une matraque, un autre a raconté que juste avant que les agents qui maîtrisaient le sympathisant ne le couchent sur le coffre d'une voiture, l'homme avait eu un sursaut, "comme quand on coupe le cou à un poulet".

par Michel TRUCHON

M. Martin Simard, âgé de 37 ans, un papetier de Clermont, a

fait bondir l'avocat des policiers, Me Michel Proulx, avec cette remarque. Et il a été rappelé à l'ordre quand il a demandé à l'avocat: "Quoi, vous n'aimez pas les poulets?" Ce à quoi Me Proulx lui a rétorqué d'aller faire son spectacle ailleurs.

Mais Martin Simard, un témoin coloré n'ayant pas la langue dans sa poche, a été loin de revenir sur sa déclaration. "Si vous préférez, je vais dire qu'il s'est raidi... Le coup de la mort, quoi..."

Lire A-2, HARVEY

DENIS LORTIE TÉMOIGNE
LA PEUR DU PÈRE,
CAUSE DU DRAME

♦ Le père. Le père violent. Qui abuse de ses filles et qui bat ses fils. Cette vision de son père poursuit Denis Lortie. La peur

par Louise LEMIEUX

d'être comme lui avec ses propres enfants, le hante, l'obsède... Ce combat contre lui-même

aboutira à la fusillade du 8 mai 1984 à l'Assemblée nationale.

La gorge serrée, les larmes aux yeux, trouvant difficilement les mots pour exprimer ses états d'âme durant les semaines précédant les événements de mai 1984, Denis Lortie a témoigné durant deux heures, hier, devant le

juges Jacques Ducros et une vingtaine de journalistes. Il a raconté son enfance, son mariage, la naissance de ses deux enfants et surtout, surtout, cette peur sans cesse grandissante de devenir comme son père.

On en était hier au stade des plaidoiries sur sentence.

En effet, lundi dernier, plutôt que de subir un deuxième procès pour triple meurtre à la suite de la fusillade du 8 mai 1984 à l'Assemblée nationale, Denis Lortie a plaidé coupable. La sentence automatique est l'emprisonnement à vie, mais le juge doit déterminer le

Lire A-2, LORTIE



Denis Lortie à la barre hier: un témoignage déchirant de deux heures.

TRANSACTION MARINE-DAVIE
JOHNSON PRÊT
À DÉPOSER
DES GARANTIES
PAR ÉCRIT

♦ Le ministre québécois de l'Industrie, Daniel Johnson, est disposé à fournir des garanties écrites reprenant les termes de l'entente qu'il a conclue avec le président de la CSN Gerald Larose, relativement à la transaction entre Marine Industrie et le chantier Davie de Lauzon. Pierre Pelchat fait le point.

Les détails, page A-3



SOMMAIRE

- Annonces classées..... C-4 à C-8
- Arts..... B-6 et B-7
- Bridge..... C-7
- Crayons de soleil..... S-10
- Décès..... C-9
- Dossiers..... B-5
- Economie..... A-8 à A-11
- Editorial..... B-4
- Horoscope..... C-7
- Mode..... C-1 à C-3
- Monde..... A-12 et C-10
- Mots croisés..... C-7
- Mot mystère..... C-7
- Où aller à Québec..... B-6
- Région..... B-1 à B-3
- Télé-Magazine..... B-7

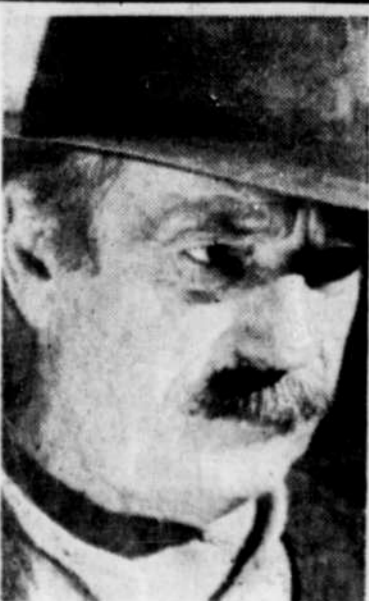
LA MODE



LES VACANCIERS DE L'HIVER
LE PLAISIR DE
BIEN BRONZER
DÉMYSTIFIÉ

♦ Aux chanceux qui profiteront du soleil du Sud cet hiver, notre collaboratrice Sylvie Corriveau livre les secrets d'un bronzage réussi. Et présente les maillots pour hommes de l'année qui débute.

Pages C-1 et C-2



CINÉMAS-UNIS
ABANDONNE LE
CANADIEN DE
PLACE LAURIER

♦ Le cinéma Canadien de Place Laurier fermera ses portes le 22 mars. C'est ce qu'a appris hier notre journaliste Léonce Gaudreault qui explique que cette fermeture est attribuable à la volonté de la direction du centre commercial de transformer en boutiques l'espace occupé par cette salle dont le dernier grand succès aura été la présentation de Jean de Florette, avec Yves Montand.

Les détails, page B-6

METEO



Un ciel variable, quelques nuages, des flocons peut-être par temps venteux. Maximum de moins quatre. Demain: davantage de nuages.

Détails, page C-4

Chaussée enneigée et glissante Deux accidents de voiture, trois morts

♦ Un couple de Clermont, dans Charlevoix, a connu une mort affreuse à Petite-Rivière-Saint-François, hier matin, et une jeune femme de Saint-Basile de Portneuf a connu le même sort à Sainte-Christine, hier après-midi, lors d'une autre collision de la route attribuable à la chaussée rendue glissante par la neige.

par Lucien LATULIPPE

La Sûreté du Québec identifie les victimes comme étant Michel Simard, âgé de 33 ans, et Denise Dufour, âgée de 30 ans, de la rue Simard, à Clermont, ainsi que Manon Marcotte, âgée de 24 ans, de Saint-Basile de Portneuf.

Le couple Simard-Dufour a péri, vers 7h30 du matin, dans la collision de leur auto avec un camion-citerne sur la route 138. La voiture a été déchiquetée par le lourd véhicule et les victimes ont été affreusement mutilées.



Le camion citerne a trainé la voiture des Simard-Dufour sur une bonne centaine de mètres.

Un troisième mort
Pendant un certain temps, la SQ a cru à la possibilité d'une troisième victime. Elle avait été informée que l'enfant du couple Simard-Dufour pouvait être avec eux. Après vérification, il a été établi que l'enfant avait été confié à des parents de Clermont.

Selon le poste de la SQ à Baie-Saint-Paul, l'auto qui se dirigeait vers l'ouest grimpa avec difficulté une longue pente. L'arrière se promenait de droite à gauche et, soudainement, elle aurait dérapé pour se placer de travers devant le camion qui arrivait en sens inverse.

Le camionneur qui descendait la pente a appliqué les freins, mais à cause de la chaussée glacée, il n'a pu s'immobiliser. Le camion a subi des dommages importants et il a glissé sur une centaine de mètres, entraînant avec lui l'auto dont les débris ont été éparpillés sur une vingtaine de mètres de distance.

Il a fallu un certain temps pour dégager les victimes et leur mort a

été constatée sur place. L'enquête du coroner a été ouverte et elle a été ajournée.

A Sainte-Christine

L'accident qui a coûté la vie à Manon Marcotte est survenu vers 15h30, sur la route 354 reliant Saint-Basile à Saint-Raymond. Le pavé de ce chemin secondaire était également glissant.

La collision s'est produite au pied d'une côte en courbe à la sortie du chemin pour le lac Flamondon. Selon le poste de la SQ à Saint-Raymond, le conducteur de l'autre auto a subi des blessures graves et il a dû être transporté dans un hôpital de Québec.

La SQ précise que la victime aurait perdu le contrôle de son auto dans la courbe et que l'impact avec le véhicule circulant en sens inverse fut inévitable. L'enquête du coroner a également été ouverte sur cet accident et elle a aussi été ajournée. Les deux conducteurs étaient seuls.♦



Le Soleil, Gilles Lafond

C'est à peu près tout ce qui est resté d'identifiable de la voiture dans laquelle prenait place le couple Simard-Dufour.

Saisie de stupéfiants

♦ Trouvé en possession de cocaïne pure valant quelque \$475,000, Jasmin Côté, âgé de 23 ans, de la rue France-Prime, à Sainte-Foy, a été accusé, hier, de possession et de trafic de drogue. Son enquête sur le cautionnement qui a débuté, hier, doit se poursuivre demain. Cette saisie de stupéfiants est la plus importante jamais faite par la Sûreté du Québec dans la région 03 et elle est l'aboutissement d'une enquête qui durait depuis plusieurs semaines.

Clinique de sang de la SQ aujourd'hui

La clinique de sang que tient annuellement la Sûreté du Québec, à son quartier général du boulevard Bertrand, à Québec, a lieu aujourd'hui, de 9h30 à 11h30 et de 13h30 à 16h30. Le public est invité à y participer généreusement et les organisateurs espèrent ainsi atteindre, sinon dépasser, l'objectif de 200 donneurs.

Enquête sur l'incendie à bord du Convair

Une enquête a été instituée par Québecair et par Transport Canada, hier, relativement au début d'incendie dans le tableau de bord d'un Convair, en provenance de Mont-Joli, qui a atterri sans encombre à l'aéroport de Sainte-Foy malgré cet incident.

Un porte-parole de Québecair a laissé entendre au SOLEIL que l'équipage avait coupé le courant du circuit défectueux et que tout était rentré dans l'ordre. Il semble que les 40 passagers à bord de l'appareil n'aient pas eu connaissance de l'incident. Pour sa part, le personnel de l'aéroport avait pris les dispositions qui s'imposent en de telles circonstances.

Gaspé sous la neige

La dépression qui a balayé la région de Québec, samedi et dimanche, a laissé près de 10 centimètres de neige et une vingtaine dans la Beauce. Mais elle a été de beaucoup plus généreuse en Gaspésie. La région de Gaspé elle-même a encaissé une précipitation de 35 cm, ce qui porte à 80 cm la couche de neige au sol sur ce secteur. La tempête s'est apaisée, hier midi, et il va sans dire que la population de cette région a vécu au ralenti, toute la journée. Les routes sont devenues passables au cours de l'après-midi et, à maints endroits, elles n'étaient qu'un long corridor au sein de congères atteignant parfois quelques mètres de hauteur. Heureusement, selon Environnement-Canada à l'aéroport de Gaspé, les vents sont restés modérés. La Sûreté du Québec de ce secteur ne rapportait, en fin d'après-midi, aucun accident grave ni aucun incendie majeur. La Côte-Nord a été épargnée par le mauvais temps et, à Matane, la précipitation a été de quelques centimètres seulement. Selon Environnement-Canada, la même dépression a déversé 45 cm de neige sur le Nouveau-Brunswick, y provoquant du même coup de nombreux désagréments.♦

HARVEY

(suite de la première page)

S'il n'a pas vu de coup de matraque, le papetier a cependant assisté à l'arrestation de Gaston Harvey qui a suivi l'altercation avec l'agent Pierre Marceau. Un Marceau, selon le témoin, qui venait de descendre de voiture et bousculait tout le monde et qui aurait (dis)posé une claquette sur le bord du visage de Gaston Harvey avant de le repousser à deux mains. "Le ton grimpa et plus Marceau bousculait, plus il bousculait fort..." a dit M. Simard.

Trois policiers sont intervenus, dit-il, l'un empoignant Harvey par le cou et les deux autres par les bras et le tirant très fort. Le manifestant est tenu une trentaine de secondes sur le coffre de la voiture, puis il disparaît de la vue du témoin.

Un coup de bâton

Dans sa déclaration faite aux policiers le 27 octobre, M. Marciano Belley a écrit que "le policier qui était derrière Gaston l'a frappé avec son bâton".

Hier, le témoin était moins catégorique quant à la nature de l'objet, matraque ou lampe de poche. Et, s'il a manifesté une certaine hésitation sur l'explication du geste, disant notamment qu'il avait vu un bras brandissant l'objet se lever puis s'abaisser, mais qu'il n'avait pas vu le coup porter, il s'est repris en disant que son impression restait que le policier avait frappé Gaston Harvey, que cela ne faisait pas de doute.

"Pitché" dans la camionnette

Participante spontanée à la marche des ex-employés du Manoir Richelieu, Mme Solange Girard ne connaissait pas Gaston Harvey mais

elle a vu les policiers arrêter un homme qu'elle appelle aujourd'hui Gaston, le (di)bardasser(f), le soulever et le replacer sur le coffre de la voiture. "Je leur ai crié d'arrêter, qu'il n'y avait plus rien à faire avec lui".

Mme Girard a entendu quelqu'un crier (di)Approche la camionnette, il est prêt!(fi) puis a vu le véhicule reculer. A la suite de quoi elle a vu deux policiers trainer le prisonnier, qui avait les jambes molles et la tête baissée, vers la fourgonnette.

C'est à ce moment de son témoignage que la femme a éclaté en larmes, provoquant la même réaction chez la veuve Jeannine Desbiens qui est sortie de la salle pendant quelques instants après que Mme Girard ait poursuivi en disant: "Ils l'ont pris et l'ont (di)pitché(f) de même dans le camion, ils l'ont (di)garruché(f)". C'est sur le plancher de la camionnette, derrière le siège du conducteur, que le prisonnier a ainsi été déposé.

La femme précise qu'à ce moment de la manifestation, elle voulait s'en aller, mais qu'il y avait trop de choses qui se passaient, qu'il y avait des bâtons qui se promenaient. Si elle a remarqué des matraques levées, elle n'a pas vu de coup.

Indiscipline totale

Pour sa part M. Serge Harvey, 30 ans, fils de Mme Aline Harvey, cette mère de 11 enfants qui tentait de rentrer chez elle dans la zone interdite et qui sans le vouloir a donné naissance aux premiers incidents du 25 octobre, a affirmé que ce soir-là il avait été témoin d'une indiscipline totale chez les policiers, d'une panique générale qu'il avait rarement vue chez eux. Militaire de carrière, le caporal Harvey dit qu'il régnait alors un stress difficile à expliquer.

S'étant rendu dans la côte Bellevue après avoir appris que sa mère avait eu des problèmes avec les policiers, M. Harvey a essayé de trouver le caporal Denis Roy, de la SQ, un de ses amis de longue date.

C'est en le cherchant qu'il a presque buté contre un homme accroupi sur le sol en position foetale, les mains menottées derrière le dos, qui ne bougeait pas. Plus tard, il verra des policiers embarquer par en dessous des bras cet homme qui ne bougeait toujours pas et qui avait les pieds pendants.

Quand il réussira à parler au caporal Denis Roy pour lui demander ce que les policiers venaient de faire là, M. Harvey remarquera qu'il sentait l'alcool.♦

Autre texte, A-3

LORTIE

(suite de la première page)

nombre d'années (entre 10 et 25) que Lortie aura à purger avant d'être éligible à une libération conditionnelle. C'est pourquoi les avocats plaident sur la sentence.

Témoignage

"Pour moi, le mariage c'était la vie familiale. Je voulais donner à mes enfants ce que moi je n'avais pas eu. Mais je n'étais pas capable, je ne savais pas ce que c'était. Je ne voulais pas leur faire vivre ce que j'avais vécu. Je ne voulais pas avoir les défauts de mon père", a répondu Denis Lortie à son avocat, Jacques Laroche qui l'interrogeait, hier, sur son enfance, sa vie de jeune adulte, ses difficultés personnelles, ses émotions.

Sur son enfance, Lortie n'a guère élaboré. D'un ton neutre, il a expliqué que son père donnait des "volées" aux enfants "avec ses mains ou un moccasin, et quand ça ne faisait pas, avec une palette de bolo".

C'est sans trop d'émotion que l'ex-caporal de l'armée a raconté ses premières années dans l'armée à bord d'un destroyer, son mariage, la naissance de son fils. Son déménagement de Halifax à la base de Carp (près d'Ottawa) où il était magasinier dans la voûte d'armes.

Mais toujours, ce combat, cette inquiétude d'être violent comme son père.

A la naissance de sa fille, en décembre '83, ses craintes "rempirent". "J'ai fermé mes portes intérieures. Je me sentais inutile, comme un objet". Sa peur se concrétise lorsqu'un jour, il frappe presque sa fille qui rejette la cuillerée de céréale qu'il tente de lui faire avaler. "Là, je me suis aperçu que je sautais. J'avais de plus en plus peur de ressembler à mon père" explique Lortie, de plus en plus tendu.

Sauter la coche

Avril 1984. Denis Lortie garde les enfants. Impatient, il frappe son fils qui vient de vomir et qui n'arrête pas de pleurer. C'est la panique dans les trippes de Denis Lortie. "J'avais sauté la coche. Je savais que je n'avais plus le contrôle de moi", explique Lortie, la gorge serrée. Il sent le besoin d'éloigner les enfants de lui à tout prix. Il les envoie à Québec, avec sa femme. Il veut divorcer. On est le 27 avril 1984.

Alors les idées tournent à une vitesse folle dans sa tête. Il lui faut un congé pour aller à Québec, "expliquer mes peurs à ma femme". Son supérieur, Ron

Chénier, lui refuse les congés nécessaires. C'est la rage. "Le visage de mon père m'est revenu. Sur la face de Chénier. Je l'aurais flambé. Mais j'ai pensé à sa femme et à ses enfants".

A partir de ce moment, Lortie n'est plus le même. Il sent ses forces déculper. "Je savais que j'étais en train de capoter" dit-il, les sanglots dans la voix. Nous sommes le vendredi 4 mai 1984.

Par crainte de leur faire du mal, il a éloigné de lui sa femme et ses enfants. Par crainte de "flamber" Chénier, il doit maintenant s'éloigner de Carp.

Il loue une voiture à Ottawa. Dans la voûte d'armes de la base militaire, il remplit d'armes, de cartouches, de masques à gaz, deux havresacs. Nous sommes à deux jours de la fusillade de l'Assemblée nationale.

Denis Lortie poursuit son témoignage aujourd'hui. Suivra ensuite ceux des psychiatres. En matinée, hier, le juge Ducros a entendu, à huis clos, le témoignage de trois membres de la famille de Denis Lortie. Les plaidoiries sur sentence se poursuivront au moins jusqu'à mercredi.♦

Autre texte, A-3

LE MOT DU JOUR

Allez, dehors!

L'emploi du mot éviction dans le sens d'expulsion est un anglicisme (expulsion d'un locataire). Eviction est la déposition d'un droit ou l'action d'évincer (éviction du chef d'un parti).

Pierre BELLEAU

Le prince Edward lâche les Royal Marines

♦ LONDRES (AFP, PC) - Le prince Edward, le plus jeune fils de la reine d'Angleterre, a rendu définitivement hier matin son habit d'aspirant-officier après une semaine de réflexion et d'indécision sur son avenir, en butte à un choix décisif entre liberté et "raison royale".

Le prince de Buckingham a annoncé hier la décision du jeune prince de 22 ans qui "ne souhaitait pas faire une carrière à long terme dans l'armée", sans indiquer quelle autre voie il allait suivre. Il a pris sa décision après quatre mois d'une période d'entraînement qui devait durer un an.

Avec un large soutien populaire que familial, Edward a choisi de se rebeller contre la volonté paternelle et contre la tradition de la famille royale. Selon plusieurs de ses amis, l'idée d'entrer dans les Royal Marines, corps considéré comme le plus dur de Grande-Bretagne, ne venait pas d'Edward mais de son père, le prince Philip, commandant en chef à titre honorifique de ce corps d'élite.

Jamais décision d'un jeune homme sur son avenir n'aura été aussi attendue, commentée, et entourée de conseils les plus divers, que celle du prince Edward dont la presse à sensation avait révélé la semaine dernière le désir de quitter la carrière militaire, parce que c'était "trop dur".

Psychologues et professeurs d'histoire ont été appelés à commenter le choix de ce jeune homme finalement ordinaire, qui ne se sentait pas l'âme du "macho" pour endosser à vie l'uniforme, pourtant de mise dans la famille des Windsors.

Modernisation

Certains voient dans le choix d'Edward l'occasion pour les Britanniques de "moderniser" leur monarchie, la plus traditionnelle d'Europe, en acceptant que certains membres de la famille royale échappent à leur rôle traditionnel pour devenir banquier ou dirigeant d'entreprise.

Plusieurs proches du jeune prince attribuent à l'éducation plus "normale" du dernier fils de la reine d'Angleterre le choix qu'il

a fait aujourd'hui. Plus que ses autres frères et soeurs, Charles, Anne et Andrew, il a été choyé par sa mère pendant son enfance. Il a ensuite appris à Cambridge la liberté de la vie d'étudiant, vie à laquelle les altesses royales ont peu l'occasion de goûter, et dont il est revenu, selon ses amis, transformé.

En étudiant l'histoire pendant trois ans, Edward s'est pris d'intérêt pour les disciplines intellectuelles. La vie rude de militaire n'a pas satisfait un jeune homme qui rêve davantage de faire du théâtre qu'à accomplir un devoir prescrit par des siècles de tradition.

Dans cette épreuve, raconte la presse populaire, Edward a obtenu l'appui inattendu de son frère Andrew, "héros de la guerre des Malouines", et toujours lieutenant de vaisseau dans la marine britannique. Par contre Charles, prince de Galles et héritier du trône, capitaine de frégate et commandant de l'armée de l'air, et la princesse Diana lui auraient conseillé d'aller jusqu'au bout.♦



Le prince Edward dans son uniforme de lieutenant.

LA QUOTIDIENNE
tirage du 12 janvier
3-2-6
3-5-9-5

LE SOLEIL

ABONNEMENTS: 647-3333
Lundi au vendredi: de 7h00 à 17h30. Sam., dim.: de 8h00 à 12h00
ANNONCES CLASSÉES: 647-3311
Lundi au vendredi: de 8h30 à 17h30
RÉDACTION: 647-3394
Lundi au vendredi: de 8h30 à 23h00
Samedi: de 12h00 à 23h00
Dimanche: de 14h00 à 23h00
RENSEIGNEMENTS: 647-3233
Heures d'ouverture: Lundi au vendredi: de 8h30 à 16h30
Le Soleil, 390, rue St-Vallier est, Québec G1K 7J6



ALAIN BOUCHARD

La clé de la ville

«Eille! En brise-glace, le Bonhomme, c'est l'année! Et joué sur le point d'en haut, à part ça. Toute une arrivée!»

Le Pierre-Radisson était à 500 mètres du quai. Le gros bonhomme blanc commençait à envoyer la main.

«Mais brise-glace pas brise-glace, d'ajouter le type, Montréal l'a encore eu avant nous autres pareil...»

Comment ça?

«Vous l'avez pas vu, hier soir, à la Soirée du Hockey? Ben oui, entre les périodes. Et avec Badaboum, en plus. C'est toujours comme ça. Les Montréalais d'abord puis, si on n'est pas trop fatigué, Québec ensuite.»

Un animal raisonnable a bien le droit de «paranoïer». Quand ça lui plaît et comme ça lui plaît. Si quelqu'un a décidé de voir la vie comme une incessante et impitoyable bataille entre Montréal et Québec, c'est bien de son affaire. Quant à moi, le Bonhomme Carnaval, on peut bien le sortir à Montréal avant, à Toronto avant ou à Saint-Ouin-Ouin avant. On peut même le laisser là, si on veut... Et je ne dis pas cela pour lui faire de la peine. Parce qu'au fond, je le trouve sympathique, le Bonhomme.

Il est arrivé en bateau, dimanche après-midi, à travers les glaces, les 4 X 4 et les «plogs» des organisateurs. Beaucoup de 4 X 4, qui paraissent encore plus nombreux dans un lieu où les véhicules-moteur sont ordinairement interdits: en l'occurrence un quai. Et encore davantage de «plogs». Un gros merci au commanditaire X; soulignons l'excellent boulot du président du comité Y; laissez-moi vous présenter le dynamique responsable de la sauterie machin-truc; un gros bravo à Tonio; bref, une «plog» pour tous les courtiers de la ville qui ont décidé de faire marcher leur bureau un peu plus en s'occupant du Carnaval.

Quelqu'un m'a dit: si on ne les «plogge» pas, on n'aura pas de bénévoles. Ce qui tendrait justement à prouver que le bénévolat n'existe pas. En tout cas, pas à l'échelon de ceux qui ont droit au manteau tricolore officiel.

Un gros mensonge

Les enfants, eux, avaient bien hâte que le Bonhomme vienne les trouver sur terre. Et les parents aussi, finalement. Parce qu'ils se disaient: plus il va apparaître rapidement sur la scène, plus on va pouvoir retourner rapidement à la maison.

Mais il y avait aussi les caméras de télévision. Le Bonhomme doit leur faire de belles steppettes, aux caméras de télévision, s'il veut passer à la télé. Que quelques centaines de personnes grelottent en direct parce qu'ils n'ont pas de flasques déguisés en cannes rouges, qu'est-ce que ça peut foutre, si des milliers d'autres arrivent à voir le spectacle bien au chaud, en différé?

Le Bonhomme est finalement apparu, sur la scène. Avec les duchesses, aux côtés du maire Pelletier. Et sans Badaboum. «Pour une fois», qu'il a dû se dire intérieurement.

Il est très bon, le maire Pelletier, dans ce genre d'occasions. Il a toujours deux ou trois mots d'esprit fort appropriés. Il est capable d'un excellent humour. Souligner les 33 ans du Bonhomme, en lui disant qu'il arrivait désormais à un âge suffisamment responsable pour qu'on puisse lui remettre les clés de la ville sans trop de crainte, ça ne manquait pas d'un certain charme.

Le reste n'était peut-être pas toujours aussi génial. Il avait notamment une «plog» à passer, lui aussi. Quelque chose comme: le Carnaval de Québec est toujours de plus en plus populaire. Pas étonnant, donc, que, cette année, vienne s'y greffer la grande fête du hockey international de Rendez-Vous '87.

Mais rien n'empêche qu'il est bon, le maire Pelletier, dans ces occasions. Très bon, même.

Sauf que, dimanche, il a fait un très gros mensonge. Ça s'est passé quand il a remis la clé de la ville au Bonhomme. Il lui a dit: voilà, Bonhomme, tu es maître de la ville, jusqu'à la fin de la période carnavalesque.

C'est faux: cet hiver, c'est Marcel Aubut, qui est boss de la ville.

Et ce n'est pas parce qu'il a un sourire figé que le Bonhomme trouve nécessairement ça drôle. ●

Lortie a sorti deux sacs d'armes de la base de Carp "J'espérais me faire arrêter"

♦ Curieusement, Denis Lortie aurait bien voulu se faire intercepter au moment où, deux jours avant la fusillade de l'Assemblée nationale, il préparait son sac d'armes dans la voûte de la base militaire de Carp. S'il ne l'a pas été, c'est une question de hasard... ou de négligence.

par Louise LEMIEUX

«J'étais dans la voûte d'armes. J'ai rempli le havresac. C'était très risqué. J'espérais me faire arrêter.» Denis Lortie raconte comment il a réussi à passer deux postes de garde et une sentinelle, avec deux havresacs remplis de mitraillettes, cartouches, veste pare-balle, masque à gaz, à la base militaire de Carp, près d'Ottawa.

Caporal dans les forces armées canadiennes, il était magasinier dans la voûte d'armes, un poste subalterne, mais à très haute sécurité. La porte de la voûte est ouverte. Un membre de la police militaire fait sa ronde régulière. Il en-

tre, jase avec Lortie et sort avec sur le dos une veste beige.

- Tu ne l'inscriras pas sur ta liste, hein? demande le policier.

- Non, non, promet Lortie.

Autrement dit, le policier a «volé» une veste d'armée... et ne remarque ni le Browning chargé ni la boîte rouge remplie de cartouches, qui traînent, insolites, sur une tablette. «Je ne sais pas pourquoi il ne l'a pas vu», dira Lortie à son avocat, Jacques Larochelle, qui l'a interrogé durant deux heures, hier, dans le cadre des plaidoiries sur sentence.

Avec ses deux havresacs remplis, Denis Lortie doit passer deux postes de contrôle.

Au premier, «j'avais 50 pour 100 des chances de me faire fouiller. J'étais déjà passé avec un sac brun rempli de crayons. J'avais été fouillé», explique Lortie. Mais ce samedi matin-là, il passe sans encombre avec ses deux gros sacs. «S'ils fouillaient, ils voyaient tout. J'avais le Browning sur le dessus».

Le deuxième poste est pour tant «plus serré que d'habitude». Lortie dépose ses deux sacs devant le bureau du commissaire, va chercher sa voiture louée la veille. Pas de fouille. «J'étais surpris. Je ne pouvais pas le croire», explique Lortie à son avocat. Son esprit échevelé est au paroxysme de l'excitation. Des «idées de destruction» tournent «extrêmement vite» dans sa tête.

La «chance» de passer sans encombre les deux postes de contrôle sont pour lui le signe «qu'un autre combat vient d'être gagné par le mal».

Pourquoi l'Assemblée nationale?

Me Larochelle a posé la question à quelques reprises à son client. La réponse est vague.

C'est en écoutant les nouvelles télévisées, le vendredi 4 mai, après avoir essayé le refus de congé de son supérieur Ron Chénier, que le défilé s'est fait. «A force de me faire crier dans les oreilles par les

gars de l'armée que le gouvernement péquiste était de la pourriture, ça m'a frappé. Je cherchais une porte de sortie. La rage m'a pogné.» Le gouvernement, devient pour lui un visage, une chose négative qu'il doit abattre. Et pour cela il se sentait une «force plus que suffisante, sans limite».

Pourtant, admet Lortie à son avocat, la politique ne l'a jamais particulièrement préoccupé. Gouvernement libéral ou péquiste, pour lui, «c'était du pareil au même». Sauf dans les jours précédant le 8 mai.

Denis Lortie poursuit son témoignage, aujourd'hui. Comme des écrans de télévision sont installés dans la grande salle des assises, on s'attend à un visionnement de la cassette de la fusillade, enregistrée par les caméras de l'Assemblée nationale, le 8 mai 1984. Outre Denis Lortie, Me Larochelle doit faire entendre des témoins-experts, dont des psychiatres. ●



Denis LORTIE



Déraillement

La partie arrière de l'une des deux locomotives du Canadien national qui se dirigeaient vers la papeterie Donohue, de Clermont, pour y accrocher des wagons, a quitté la voie ferrée, vers 7h30 hier matin, et elle s'est immobilisée dans un angle de 45 degrés avec les rubans d'acier, comme le démontre la photo. L'accident s'est produit à proximité d'un croisement de voies et, selon un porte-parole du CN, l'accident peut être attribuable à une accumulation de glace ou de neige. Personne n'a été blessé et la voie ferrée a été réparée au cours de l'après-midi.

Inquiétude des employés de Marine Industrie Johnson prêt à donner des garanties écrites

♦ Le ministre de l'Industrie et du Commerce, M. Daniel Johnson, s'est dit prêt, hier, à fournir des garanties écrites sur la base de l'entente verbale intervenue la semaine dernière avec le président de la CSN, M. Gerald Larose, afin de rassurer les travailleurs de Marine Industrie qui craignent de voir disparaître la division navale du chantier.

par Pierre PELCHAT

Le ministre Johnson répondait ainsi à une demande formulée plus tôt dans l'après-midi par le leader syndical. M. Larose voit dans la signature d'une entente formelle un moyen de dénouer l'impasse survenue à la suite de la prise de position du syndicat des travailleurs de Marine d'exiger des garanties que la division navale ne serait pas fermée par le projet de spécialisation des chantiers maritimes au Québec mis de l'avant par le gouvernement fédéral.

«Je m'entends bien avec M. Larose. Il n'y a aucune espèce d'ambiguïté sur l'entente. Si on veut une entente écrite, il n'y a pas de difficultés de ce côté-là», a-t-il affirmé au SOLEIL au cours d'un entretien téléphonique.

La réunion syndicale de dimanche avait été convoquée à la suite des propos d'un haut dirigeant de Marine à l'effet que des contrats d'ingénierie pourraient être transférés à Montréal et à Lauzon. Cette déclaration a été perçue com-



Daniel JOHNSON

me le début de la fin de la construction de navires à Sorel, contredisant l'esprit de l'accord entre MM Johnson et Larose.

À cet égard, le ministre Johnson, qui est responsable de la Société générale de financement (SGF) - qui, à son tour, est l'actionnaire principal de Marine - n'a pas voulu donner la totale garantie que tous les contrats d'ingénierie navale seront réalisés à Sorel au cours des quatre prochaines années.

Selon le ministre, la question du transfert possible de contrats d'ingénierie est une hypothèse parmi d'autres qui devront être discutées par le comité dont feront partie des représentants syndicaux sur l'avenir du chantier de Sorel. «Ce sera au comité de regarder les différentes alternatives et de retenir les meilleures en tenant compte

du contexte stratégique», a-t-il précisé.

Interrogé à ce sujet, le président de la CSN a indiqué qu'il verrait très mal un transfert d'activités liées à la construction navale sans que le comité - dont la création est un des points majeurs de l'entente - ait eu à se pencher sur l'avenir de la division navale de Marine.

Autre point de l'accord, le ministre Johnson a réitéré qu'il n'était pas question de transférer aucun des contrats déjà accordés à Sorel ou à Lauzon et que la construction de frégates serait poursuivie comme prévu.

Par ailleurs, le président de la CSN a dit comprendre l'inquiétude des travailleurs de Sorel en rappelant les nombreuses promesses non tenues des dirigeants politiques de plusieurs années.

Reste à voir maintenant si le contenu des engagements écrits du ministre Johnson vont satisfaire les ouvriers de Marine Industrie, membres de la CSN tout comme leurs collègues de la Davie à Lauzon et de la Vickers à Montréal. Il n'a pas été possible, hier, de joindre le président du syndicat de Marine, M. François Lamoureux, pour connaître ses commentaires.

Qu'arriverait-il si l'impasse devait perdurer? La vente de la Davie à Marine serait-elle compromise? Le ministre Johnson s'est montré confiant que le tout devrait se régler rapidement et que la transaction serait complétée dans les prochains jours. ●

L'AFFAIRE HARVEY

Pour en finir le plus rapidement possible Sprint final dans l'enquête publique

♦ LA MALBAIE - Le coroner Robert Sansfaçon compte faire tout ce qui est humainement possible pour mettre fin, la semaine prochaine, à l'enquête publique sur la mort de Gaston Harvey et, dans ce but, il compte siéger 12 heures par jours s'il le faut.

par Michel TRUCHON

Huit témoins, tous des anciens travailleurs du Manoir Richelieu ou des sympathisants, ont été entendus, hier, sur la quarantaine qui sont toujours sur la liste du procureur chargé de piloter le dossier pour le coroner, Me Claude Tremblay. Aujourd'hui, dixième journée de l'enquête qui se tient au palais de justice de La Malbaie, on devait entendre deux autres des participants à la marche du 25 octobre, puis commença le défilé des policiers, 22 au total.

Les six premiers policiers de la Sûreté du Québec cités par Me Tremblay sont le sergent Pierre Marquis, responsable du poste de La Malbaie le soir des événements qui ont trouvé leur dénouement dans le décès de Gaston Harvey; les caporaux Claude Hébert et André Vasseur, de l'Unité d'urgence ainsi que les agents Richard Bocage, Jean Roby et Pierre Lemieux.

Viennent ensuite les deux policiers dont on a le plus parlé de-

puis le début des audiences, le caporal Denis Roy et l'agent Pierre Marceau. Il est peu probable qu'ils soient entendus aujourd'hui.

Avant les policiers, toutefois, le coroner comptait entendre un avocat qui avait été appelé par les responsables de la CSN au nom de Mme Jeannine Harvey, le soir du drame.

Au cours des prochains jours, on assistera au témoignage de 14 autres policiers qui seront suivis dans le box par les ambulanciers, des employés de l'hôpital de La Malbaie et un médecin, sept personnes au total.

Malgré cet impressionnant nombre de témoins, le coroner est plus que jamais confiant de venir à bout du dossier à la fin de la semaine prochaine. Déjà, il a gagné une journée, étant donné que le procureur Tremblay, qui devait en principe s'occuper d'une affaire de meurtre à Baie-Comeau, la semaine prochaine, va être libre, lundi prochain, la cause ayant été remise.

Le coroner-juge Sansfaçon ne compte pas toutefois expédier l'affaire. Il a répété, hier, que le but de cette enquête était de faire toute la lumière sur les causes et circonstances de la mort de Gaston Harvey et que l'intention de terminer l'enquête la semaine prochaine n'enlevait rien au fait que toute personne intéressée peut demander à se faire entendre si elle le désire. ●



La veuve de Gaston Harvey, Jeannine Desbiens, et la présidente du syndicat des ex-travailleurs du Manoir Richelieu, Louise Pilote, suivent attentivement l'enquête.

Proposition des jeunes péquistes de la région de Québec Un "PQ classique"... version d'origine

Après le Coca-Cola classique, la Labatt classique, les jeunes du Parti québécois de la région de Québec proposent le "PQ classique", une version d'origine, dit leur matériel publicitaire, portant aussi l'inscription: "ne touchez pas à l'article 11"

par J.-Jacques SAMSON

La conférence de presse tenue la semaine dernière à Montréal par le comité national d'action politique des jeunes du PQ, suivie de déclarations du député Jean-Pierre Charbonneau qui suggère que le PQ se donne pour objectif l'établissement d'une "véritable confédération", ont relancé le débat sur l'orientation du Parti québécois.

Les représentants des jeunes du PQ de la région de Québec, réunis dimanche à l'université Laval, autour du député Jean Garon et de Me Guy Bertrand, ont adopté à l'unanimité une résolution faisant de la souveraineté du Québec l'objectif fondamental du Parti québécois qui devrait s'articuler autour d'une "intense démarche de promotion de la souveraineté de l'État québécois..."

La résolution accepte seulement l'affirmation nationale" préconisée par le chef Pierre Marc Johnson comme une forme d'action s'inscrivant dans cette démarche de promotion de la pleine souveraineté.

Il s'agit d'une position ferme, "non négociable", affirmait hier un représentant des jeunes péquistes de la région, qui sera présentée au colloque de la fin de semaine, à Compton.

De nouvelles confrontations s'annoncent à l'intérieur du PQ sur l'orientation de ce parti, en prévision du congrès général de juin prochain.

Hier, les jeunes péquistes de

Québec s'interrogeaient sur la légitimité de la prise de position du comité national des jeunes et reprochaient de façon mordante au député Charbonneau d'y avoir fait écho et de l'endosser.

M. Charbonneau, de son côté, expliquait que la résolution principale sur la table en vue du congrès de juin reléguait à l'arrière-plan le volet de l'association dans l'objectif de souveraineté-association tel que défini par les fondateurs du PQ. "On revient au point du RIN et on aurait tout fait les chicanes de 84-85 pour rien?" lance-t-il.

M. Charbonneau se défend d'avoir voulu relancer le débat et ne voudrait pas être à l'origine d'un autre psycho-drame mais il considère important qu'on profite de la nouvelle discussion sur l'orientation du parti pour utiliser à l'avenir les termes appropriés pour ce que les militants désirent réclamer, soit une véritable confédération.

Une véritable confédération est une association d'États souverains et "ce n'est pas parce qu'on utilise le mot confédération qu'on est moins souverainiste", faisait-il valoir hier au SOLEIL.

Le député de Verchères n'apprécie pas qu'il soit vu comme l'émissaire de son chef en lançant cette idée et reproche au député de Lévis, Jean Garon, de ne pas avoir digéré sa défaite dans la course à la direction du PQ lorsqu'il prête des intentions néo-fédéralistes à des collègues ou à d'autres membres de cette formation.

La tarte aux pommes

D'autres résolutions adoptées dimanche seront acheminées au colloque de la fin de semaine prochaine. Il est proposé, par exemple,

sous le thème de l'environnement, que les pollueurs prennent l'entière charge matérielle et financière des mesures de dépollution; que des peines d'emprisonnement et des amendes proportionnelles soient

imposées aux dirigeants tant publics que privés des entreprises polluantes; qu'un fonds d'urgence soit créé sur la base de cotisations obligatoires, etc.

Pour l'emploi, on préconise une

politique de plein emploi; le rapatriement de tous les pouvoirs en matière de développement économique régional et d'emploi; une politique de libre échange élargi et une véritable politique de travail

minimum garanti.

Une batterie de résolutions pour la paix ont aussi été retenues, indépendamment des pouvoirs réels du Québec au chapitre de la défense.

Selon Mme Marion Dewar, présidente fédérale du NPD

La résolution du NPD-Québec sur la langue serait rejetée par le parti

OTTAWA (PC) - La présidente fédérale du Nouveau parti démocratique, Mme Marion Dewar, a laissé entendre, hier, que la résolution du NPD-Québec de donner à cette province le droit exclusif de légiférer sur les questions linguistiques sera probablement rejetée par les néo-démocrates fédéraux.

par Edison STEWART

"Peut-être", a répondu Mme Dewar, quand on lui a demandé si le parti fédéral pourrait aller jusqu'à déclarer publiquement que le Québec ne possède pas ce droit.

La question doit être débattue à Ottawa au cours du week-end, au moment où le conseil fédéral du parti examinera quelles résolutions il veut directement appuyer, avant le congrès national de mars prochain à Montréal.

Un comité, présidé par le leader

Ed Broadbent, a déjà préparé un projet de résolution sur la Constitution, mais Mme Dewar, qui est membre de ce comité, ne croit pas qu'il fasse allusion à la délicate question de la langue.

"Il va peut-être falloir en parler maintenant", a dit la présidente nationale, à la suite de la résolution du NPD-Québec.

Cette résolution, par exemple, pourrait paraître en conflit avec des articles de la Constitution protégeant l'usage de l'anglais à la législature, devant les tribunaux et dans les écoles.

Cela pourrait-il nuire au parti si la proposition du Québec devenait une politique fédérale, a-t-on demandé à Mme Dewar. "Oui, a-t-elle répondu. Il va falloir attendre et discuter de cela".

Caractère unique

Si la présidente du NPD fédérale se montre réticente devant la réso-

lution linguistique du NPD-Québec, elle ne soulève par ailleurs aucune objection devant plusieurs autres propositions de l'exécutif québécois, qui seront soumises au conseil fédéral et au congrès national.

Elle a signalé, par exemple, que l'une de ces résolutions faisait déjà partie de la politique du parti: celle qui garantit aux Québécois le droit de déterminer leur propre avenir.

Pour ce qui est de la reconnaissance du "caractère unique du Québec", elle doit être recommandée au conseil fédéral par le comité Broadbent dès ce week-end.

"Au cours de nos discussions (au comité), a dit Mme Dewar, nous cherchons à reconnaître le fait que le Québec est unique, que le Québec a un statut spécial dans le contexte canadien, et que nous voulons préserver le genre de choses qui donne une saveur biculturelle et bi-

lingue au pays".

Il s'agit de protéger "la culture canadienne-française dans le contexte canadien" et non de nous livrer une guerre de mots, a précisé Mme Dewar.

Une autre proposition du NPD-Québec, qui n'a pas soulevé d'objection, est de donner à cette province le pouvoir de se retirer d'amendements constitutionnels qui feraient passer l'autorité provinciale à Ottawa et de compenser le Québec pour les programmes qu'il conserve, alors que les autres provinces les transfèrent au gouvernement fédéral.

Le Québec obtiendrait également un veto sur des changements aux institutions fédérales comme le Parlement et la Cour suprême, si ces changements étaient considérés par l'Assemblée nationale comme vitaux pour le Québec.

COURS DE CONVERSATION ANGLAISE

SESSION DE JANVIER

commençant la semaine du 19 janvier

JOUR	FIN D'APRÈS-MIDI	SOIR
lundi - mercredi - vendredi: 9h30 à 12h00 (6 sem.)	lundi - mercredi ou mardi - jeudi: 16h30 à 18h00 (10 sem.)	lundi - mercredi ou mardi - jeudi: 19h00 à 21h30 (8 sem.)
mardi - jeudi: 9h30 à 12h00 (9 sem.)		
samedi: 9h00 à 12h00 (10 sem.)		
adolescents - samedi: 9h00 à 12h00 (5 sem.)		

Possibilité de cours privés ou semi-privés en tout temps.
Inscription présentement en cours.

Les Ateliers de Conversation Anglaise du Québec INC.

QUÉBEC: 635, av. Marguerite-Bourgeois (quartier St-Sacrement) 687-0027
CHARLESBOURG: 905, De Nemours, suite 26 (La Sporthèque) 623-1061
LÉVIS: 91, St-Georges ouest, suite 301 (édifice B.N.) 835-3136

Vous cherchez des livres de langue anglaise?
La Maison Anglaise
813, Carlier
Québec - 649-0338

Camp d'équitation

Pour garçons et filles de 8 à 15 ans: débutants ou avancés.
Sessions en juin, juillet et août comprenant:
• cours donnés par des instructeurs qualifiés
• pratique intensive de l'équitation
• jeux à cheval, randonnées, sauts, concours
• autres activités: natation, planche à voile, tir à l'arc, canot, feux de camps, etc.
— Hébergement complet — Camp de jour
CENTRE EQUESTRE STE-FOY
1240, St-Ange, Ste-Foy, G2E 3L9
(418) 872-9568 ou 871-0150
DEMANDEZ NOS BROCHURES

ATTENTION AUTOMOBILISTES

Procurez-vous la super-carte escompte, qui vous donne droit à l'achat de pneus neufs, usagés et rechapés.

10% DE RABAIS

incluant la pose et le balancement pour une période de 3 ans, ainsi qu'un traitement antirouille.

Information:

M. PNEU
1595, rue du Parc
Ste-Foy, Qué.
G1W 3Z3
651-1072



COURS DE SERVICE au BAR
avec certificat de l'ÉCOLE des MAÎTRES au CHÂTEAU FRONTENAC
COURS de CONNAISSANCES des VINS
Permis culture personnel 18951 min. Education du Québec 692-0310

PRIÈRE SECOURS
Seul... ou angoissé
Appelle on t'écouterà
687-2220

Châteaubriand jardinière



Sauce Wellington pour 2 personnes incluant bar à salade et bar à soupes
33.95 2 pers.

L'OMNIBUS RESTAURANT
2800, boul. Laurier
Sainte-Foy, Qué.
RÉSERVATIONS: 688-4303

VERRES DE CONTACT
CLINIQUE D'OPHTALMOLOGIE RICHARD
Gaetan Richard, md FRCS(C)
1045, chemin Ste-Foy
QUÉBEC
Face Hôpital St-Sacrement
683-4450

LE PETIT SÉMINAIRE DE QUÉBEC
Jeunes gens, jeunes filles
DU NOUVEAU À QUÉBEC
LE BACCALAURÉAT INTERNATIONAL
Simultanément avec le DEC, il est possible d'obtenir, selon certaines conditions, le Baccalauréat international (B.I.)
• Un passeport pour l'admission dans plus de 700 universités de 55 pays.
• Une formation intellectuelle à la mesure des défis de demain.
• D'une pierre deux coups: le DEC et le B.I.
• Bourses du Séminaire disponibles
Ecrire: 1, rue de la Fabrique
C.P. 460
Québec G1R 4R7
Téléphoner: 692-3981
poste 25

DESCRIPTION SOMMAIRE DES PROGRAMMES
Le programme conjoint DEC - B.I. est offert dans les trois concentrations suivantes:
• Sciences de l'administration
• Sciences pures et appliquées
• Sciences de la santé
Les cours communs à ces concentrations seront le français, l'anglais, la philosophie et les mathématiques.
Les cours particuliers à chacune des concentrations seront:
• en administration, l'économie et l'informatique.
• en sciences pures et appliquées, la physique et la biologie.
• en sciences de la santé, la chimie et la biologie.

expansol
Votre spécialiste en recouvrement de plancher vous en fait voir de toutes les couleurs durant sa
Super vente 3 pour 1
Tapis, sous-tapis et installation
INSTALLATION D'EXPERT
MESURE À DOMICILE
SANS FRAIS
La couleur que vous cherchez.
CONCOURS
Saxony épais, nylon, traité au Scotchguard (protège-tapis) et à l'Ultra Fresh (antimoississure).
Fibre Dupont. Garanti 5 ans contre l'usure. Offert en 21 couleurs riches et luxueuses.
SPÉCIAL 3 pour 1 2888\$ v.c.
VAL D'ISÈRE
Tapis nylon Val d'Isère, choix de couleurs. Traité au protège-tapis antisoissure. Aussi disponible avec endos mousse ne nécessitant pas de sous-tapis.
SPÉCIAL 3 pour 1 1888\$ v.c.
EXPANEX
Finition bouclée, polypropylène, traité au protège-tapis Teflon pour garder sa beauté d'origine pendant de nombreuses années. Vous est offert dans un choix de 10 magnifiques couleurs.
SPÉCIAL 3 pour 1 1488\$ v.c.
* Prix comprenant le tapis, le sous-tapis et l'installation. Offre valable jusqu'au 28 février 1987 ou jusqu'à épuisement des stocks. Installation sur surfaces planes de bois seulement, avec tout achat minimal de 15 v.c. (excluant les accessoires). Frais supplémentaires pour escaliers.
Votre spécialiste en recouvrement de plancher
Le HALL international du tapis
(Anciennement La Grange à Tapis)
728, de Brabant, Ste-Foy 656-6375

Selon le ministre John Ciaccia

La seconde Baie James n'est pas menacée

♦ Pour le ministre de l'Énergie et des Ressources du Québec, la bataille juridique pour contrer l'exportation d'électricité par une

ligne de 450 kV ne remet nullement en question la phase II de la Baie James.

par Michel CORBEIL



Joint, hier, dans sa circonscription de Mont-Royal, M. John Ciaccia a refusé de commenter la poursuite engagée par Contestension pour que le projet Radisson-Nicolet-Des-Cantons (RNDC) soit déclaré inconstitutionnel.

"Je ne peux le faire parce que c'est devant les tribunaux", a fait savoir le ministre au sujet de la cause du goupe de citoyens prétendant que l'exportation d'électricité relève de la juridiction d'Ottawa. "Mais nous contesterons l'action."

Il a suggéré que la contestation juridique, menée par Me Guy Bertrand, n'a pas d'impact, pour l'instant, sur les préparatifs en vue de lancer la seconde Baie James promise par le premier ministre Robert Bourassa.

Même si Contestension affirme que Québec ne peut exproprier de citoyens pour une ligne qui servira notamment à vendre de l'énergie aux États de la Nouvelle-Angleterre et que l'exportation est au cœur même de la Baie James II, "nous n'avons pas changé nos écheanciers et démarches pour la mettre en application."

"Le 28 janvier, je vais à Boston pour m'adresser à un groupe d'hommes d'affaires et je ne change rien mon itinéraire", a renchéri le ministre de l'Énergie. D'autre part, il a répondu que ce voyage ne servira pas à signer un contrat de vente avec le Maine. Selon certaines sources, 400 megawatts devraient alors prendre le chemin des États-Unis à compter de 1991. M. Ciaccia a simplement dit que la ratification de l'entente se fera "très prochainement".

Passage sous le fleuve

Le ministre a indiqué qu'il faut

Campagne d'information sur l'importance de nos forêts dans la vie économique canadienne

♦ A compter du 27 janvier, le Conseil canadien des ministres des forêts lancera une campagne d'information relative à l'importance de nos forêts dans la vie économique canadienne. Il s'agira de la première campagne du genre à avoir été organisée sous l'égide des ministres des forêts au Canada.

par Raymond GAGNÉ

Cette campagne qui se déroulera à la télévision et trouvera son

pendant dans plusieurs périodiques, hebdomadaires et mensuels, vise à démontrer aux Canadiens jusqu'à quel point l'industrie forestière est vitale pour notre économie et pour maintenir notre style de vie. Un spectacle de Michel Lemieux présenté à deux reprises au Théâtre Arlequin, à Montréal, soit à 18 heures et 21 heures, le lundi 26 janvier, servira au lancement de cette campagne.

Il a maintenu que cette traversée sera construite en parallèle avec une ligne aérienne, même si, en fin de semaine, Hydro a suggéré

que l'idée pourrait ne pas se concrétiser si des études concluent en cours de route à sa non-fiabilité. Il a laissé entendre que la société d'Etat a fait cette mise au point en regard des séances du BAPE, dont le

mandat présent est de se pencher sur un projet prévoyant une liaison aérienne. "D'autres auditions du BAPE seront nécessaires pour le sous-fluvial", a conclu en substance M. Ciaccia. ♦

Écologie: cours gratuits offerts par le département de Géographie de Laval

♦ A compter de 19h30, aujourd'hui, les personnes qui le désirent peuvent s'inscrire au cours gratuit que le département de Géographie de l'université Laval offre pour la sixième année. Ce cours s'adresse à toute personne qui s'intéresse à l'écologie.

par Raymond GAGNÉ

L'inscription se fera sur place, ce soir, à la salle 5271 du pavillon De Koninck.

Les étudiants déjà inscrits à Laval et les citoyens "intervenant", pour qui le cours est offert gratuitement, auront l'occasion de participer à des ateliers de discussions, assister à des cours magistraux et à des conférences, et profiter d'opportunités d'échanges et d'acquisition de connaissances.

La session qui est sur le point de débuter comportera 5 thèmes portant sur le fonctionnement des écosystèmes, la démythification de la société industrielle, la crise écologique, l'énergie face à l'écologie et le pouvoir de vivre.

Le cours permettra également aux participants de mener à terme un projet d'intervention qui leur tient à cœur.

À se rappeler que cette activité du département de Géographie de l'université Laval avait été lancée, il y a 6 ans, à la suggestion de feu Michel Jurdant. ♦

Gander: statut de réfugiés demandé

♦ GANDER, T.-N. (PC) - Trois Sri Lankais ont demandé le statut de réfugiés au Canada, hier, après avoir quitté leur avion à l'aéroport de Gander.

L'avion de la société Cubana Airlines, en provenance de Cologne en Allemagne de l'Ouest, se dirigeait vers La Havane. Il avait atterri à Terre-Neuve pour faire le plein.

Ce sont les trois premiers étrangers à demander le statut de réfugiés à Gander cette année. En 1986, 110 personnes ont demandé l'asile à Gander. ♦

Selon M. Ciaccia, la contestation ne remet pas en cause la phase II de la Baie James.

« **Concours Mots Insolites** »



Gillet... pure laine

A la télévision de Radio-Canada. En semaine, 17h00 à Québec, Du lundi au jeudi, 18h30 à Rivière-du-Loup, Rimouski, Matane et Sept-Îles.

Tous les jours, Robert Gillet et ses invités prononcent un mot insolite

Participez chaque semaine en trouvant au moins 3 mots insolites et courez la chance de gagner de magnifiques prix. Tirage tous les jeudis à Gillet... pure laine.

À GAGNER CETTE SEMAINE

1 cuisinière / 1 four micro-ondes

AMEUBLEMENTS TANGUAY

Remplir ce coupon et le retourner à Gillet... pure laine, MOTS INSOLITES, Radio-Canada, C.P. 10,400, Ste-Foy, G1V 2X2 ou le déposer à Place Fleur de Lys aux heures et jours d'enregistrement.

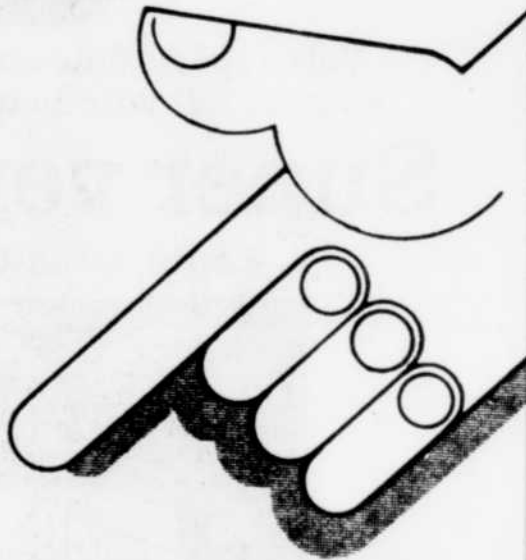
lundi le _____ mardi le _____ mercredi le _____ jeudi le _____ vendredi le _____

Nom _____ Adresse _____

Ville _____ Tél. _____ C.P. _____

Les modalités du concours sont disponibles à la maison de Radio-Canada/Québec

ANNONCEURS PRENEZ NOTE...



LE SOLEIL

publiera, le mardi 27 janvier 1987, son cahier spécial

LES MARIÉS 1987

Tous les sujets susceptibles d'intéresser les futurs mariés feront l'objet d'articles intéressants dans ce cahier: le trousseau et la toilette de la mariée, l'organisation de la réception, le choix des alliances, l'achat des fleurs, le voyage de noces, l'aménagement du foyer, quelques notions d'étiquette, ainsi qu'un aperçu de la mode printanière masculine et féminine. Une mine de renseignements, conseils et indications pratiques qui serviront de guide aux futurs couples.

Y SEREZ-VOUS?

Date limite de réservation: le lundi 19 janvier 1987

Communiquez avec votre représentant ou M. André Dumont à: 647-3435



Parmesan "Spécial" Tropical

À gagner 10 REPAS de 100\$^{ch.} au restaurant Parmesan et DEUX CROISIÈRES

(un voyage double d'une semaine dans les Caraïbes, comprenant les voyages Québec-Miami-Québec en avion)

Pour participer:

A. Remplissez le coupon ci-dessous.

B. Écoutez CITF-FM, 107,5 et inscrivez le mot de passe de cette promotion sur le coupon.

C. Allez déposer vos coupons au restaurant "Au Parmesan", 38, rue Saint-Louis, Québec.

- Règlements:
- Le concours débute le 12 janvier et se termine le 9 février 1987.
 - Les repas seront tirés les 17, 24 et 31 janvier de même que les 7 et 14 février, Au Parmesan.
 - Le tirage de la croisière se fera le 16 février, Au Parmesan.
 - Le nom des gagnants sera diffusé sur les ondes de CITF.
 - Un gagnant ne peut se mériter qu'un seul des repas offerts.
 - Les personnes au bénéfice desquelles ce concours est tenu, leurs employés et les membres de leur famille immédiate ne peuvent participer à ce concours.
 - Les règlements de ce concours sont disponibles à CITF-FM et au Soleil.

Parmesan "Spécial" Tropical

NOM:

ADRESSE:

TÉL.:

Mot de passe:



Mulroney et les Québécois: blessant selon Toupin mais solide selon les conservateurs

OTTAWA--Les investisseurs craignent de venir au Québec. Pour les attirer, il faudrait que les Québécois arrêtent de se préoccuper de langue et s'ouvrent à l'économie.

par Pierre-Paul NOREAU

Voilà en substance ce qu'aurait lancé à huis clos le premier ministre Brian Mulroney lors d'un caucus national des députés conservateurs en mars ou avril 1986, propos contrastant pour le moins avec ses déclarations récentes en faveur du français au Québec.

Ces paroles seraient à l'origine des accusations de "double langage à l'égard des Québécois", lancées en fin de semaine contre lui par l'ex-conservateur Robert Toupin.

Aujourd'hui d'allégeance néo-démocrate, M. Toupin a effectivement expliqué à un auditoire du NPD-Québec dimanche, que le premier ministre avait déjà tenu des

propos "à faire dresser les cheveux sur la tête des Québécois".

"Son attitude à l'endroit des Québécois est contradictoire selon qu'il s'adresse privément à un caucus de 200 députés conservateurs ou qu'il prenne des positions publiques pour la défense du français."

M. Toupin continuait hier de refuser de divulguer les propos exacts de M. Mulroney auxquels il faisait référence, laissant à son nouveau chef Ed Broadbent la décision de briser ou non la loi non écrite du silence qui prévaut normalement sur les délibérations des députés en caucus.

M. Toupin avait de la même façon dimanche coupé court à son intervention devant les néo-démocrates sur cette question, en apprenant qu'il y avait des journalistes dans la salle.

C'est auprès d'autres députés conservateurs et sous le sceau de la confiance, que LE SOLEIL a su quels étaient les propos du premier

ministre qui avaient probablement à l'époque "profondément choqué et blessé" M. Toupin, selon ses propres paroles.

L'ex-conservateur précisait d'ailleurs qu'il y avait plusieurs autres de ses collègues qui avait mal réagi aux paroles de M. Mulroney, et que la plupart savaient très bien à quoi il faisait aujourd'hui allusion.

Le ministre Benoit Bouchard avait dit, justement en commentant la démission de M. Toupin, qu'il était plus difficile de faire accepter le message économique du Parti conservateur par les Québécois parce qu'ils sont plus habiles dans les questions constitutionnelles, le débat nationaliste et les affaires sociales que dans les questions économiques. Le député néo-démocrate concluait hier que le ministre Bouchard avait puisé son inspiration plus haut...

Ce qui compte

Pour les députés conservateurs

rejoints hier par LE SOLEIL, il n'y a pas de doute que les affirmations publiques du premier ministre ont beaucoup plus de valeur que tout ce qui aurait pu être dit en caucus.

Pour l'ex-ministre Suzanne Blais-Grenier par exemple, les déclarations publiques de son chef en faveur du français, que ce soit celles faites dans le cas du Manitoba ou plus tard celles sur le Québec, lient le gouvernement et c'est ce qui a vraiment de l'importance.

Avouant ne pas savoir à quelle déclaration au juste faisait allusion M. Toupin, Mme Blais-Grenier estime pour sa part que "la position de M. Mulroney a toujours été claire sur le français, il n'y a simplement qu'à suivre la trame des faits depuis l'élection. Ça constitue d'ailleurs une assurance sur le bilinguisme."

Selon elle, les paroles lancées en caucus doivent être jugées avec

une certaine circonspection. "Le caucus, c'est l'endroit où on vide son sac. Et quand on vide son sac, ça peut bien souvent dépasser notre pensée."

Sur une base plus large que la langue, Mme Blais-Grenier, députée conservatrice de Rosemont, croit que le premier ministre n'a pas à devenir l'avocat du Québec. "C'est à nos députés et à nos ministres qu'il revient de défendre le Québec. Et à mon avis, nous avons tout ce qu'il faut à Ottawa pour défendre nos intérêts, tout particulièrement depuis le remaniement ministériel qui a donné des ministères économiques importants aux représentants du Québec."

Dans la même foulée, le député de Richelieu, Louis Plamondon, ne voit pas vraiment ce à quoi faisait allusion son ex-collègue Toupin. Chose certaine à son avis, cette his-



L'ex-député conservateur Robert Toupin affirme que le premier ministre tient un double langage à l'égard des Québécois.

toire de "double langage va mourir vite et d'un coup sec", tout simplement parce que le premier ministre s'est tenu debout à la défense du français au Manitoba et n'a pas hésité non plus malgré le risque que ça comportait, à affirmer ses convictions sur le français au Québec.

Pour une plus grande reconnaissance des acquis des adultes au collégial

MONTREAL (PC) - La Fédération des cégeps obtient une subvention fédérale de \$3 millions pour poursuivre le développement de la reconnaissance des acquis des adultes dans le secteur collégial, au cours des trois prochaines années.

par Rolande Parent

C'est le ministre canadien de l'Emploi et de l'Immigration, Benoit Bouchard, qui en a fait l'annonce, hier en conférence de presse, en compagnie du ministre québécois de l'Enseignement supérieur et de la Science, Claude Ryan.

La subvention d'Ottawa a été accordée dans le cadre du programme national d'aide à l'innovation.

Le système de reconnaissance des acquis permet d'accorder des crédits scolaires pour des connaissances dans un secteur d'activité économique en relative perte de vitesse: les acupuncteurs non médecins qui doivent maintenant se soumettre aux normes de l'Ordre des médecins du Québec, les femmes à la maison qui veulent intégrer le marché du travail, les travailleurs des garderies qui doivent répondre aux exigences de formation de l'Office des services de garde à l'enfance du Québec, les infirmières-auxiliaires qui veulent devenir infirmières diplômées, ainsi que les secrétaires dont les emplois sont menacés par la bureautique.

Le travail d'implantation coordonné par la Fédération des cégeps s'effectue en collaboration étroite avec un consortium d'établissements d'enseignement supérieur américains, le Council for Adult and Experiential Learning, chef de file dans ce domaine et qui commence à remplir un rôle de courtier entre des partenaires du marché du travail intéressés à obtenir des activités de formation et des établissements d'enseignement supérieur susceptibles d'offrir ces activités.

Ex-directeur général du cégep de Saint-Félicien, le ministre Benoit Bouchard a indiqué que la recon-

naissance des acquis dans les collèges québécois lui tient à coeur depuis bien longtemps. Il a dit être convaincu que "l'employabilité" des adultes profitant de la reconnaissance des acquis sera améliorée.

Pour M. Ryan, il s'agit là d'une préoccupation qui ne date pas d'hier. Le comité sur l'éducation des adultes qu'il présidait en 1964 avait fait une telle proposition.

"On peut dire en toute vérité que la reconnaissance des acquis est en train de s'implanter peu à peu comme une dimension essentielle de la politique de l'éducation des adultes", a-t-il déclaré.

ATTENTION

PROPRIÉTAIRES DE GARAGES ET STATIONS DE SERVICE

Augmentez **VO\$ REVENUS\$** devenez distributeurs de **M. PNEU** pour la vente au détail de très beaux pneus usagés d'auto avec **GARANTIE**

Pour seulement **1 000\$** vous aurez un **inventaire complet** + un panneau publicitaire, ainsi que la promotion gratuite dans les journaux durant une année. Cette offre est valable pour différentes villes au QUÉBEC et au NOUVEAU-BRUNSWICK.

Territoire protégé.

Renseignements:

M. PNEU 1595, rue du Parc Sainte-Foy, Qué. G1W 3Z3

651-1072

PRÉPARATION DE DEMANDES DE FINANCEMENT ET SERVICE D'INTERMÉDIAIRE

LAISSEZ-NOUS VOUS GUIDER

Préparer soi-même une demande de financement peut s'avérer une tâche ardue et laborieuse. Confiez à la BFD le soin de présenter votre cas.

Nous pouvons:

- analyser toutes les facettes de votre entreprise;
- préparer le rapport dont vous avez besoin pour présenter votre demande, qu'il s'agisse d'un prêt, d'une subvention, d'une marge de crédit et d'un autre type de financement;
- soumettre ce rapport aux institutions financières ou aux organismes gouvernementaux appropriés.

Ce service est offert à un coût minime.

Prenez le chemin le plus court, confiez la préparation de votre demande de financement aux experts de la BFD.

Appelez M. Jacques Côté dès aujourd'hui au **648-3972**

The Bank offers its services in both official languages.

ON APPUIE VOTRE ENTREPRISE

Banque fédérale de développement / Federal Business Development Bank

Canada

FORFAIT SKI

À vingt minutes de Québec, offrez-vous quelques journées de ski inoubliables. Notre forfait comprend le petit déjeuner, transport et laissez-passer au centre de ski Stoneham, repas du soir et accès aux activités sportives du Manoir.

Tout compris **77\$**

Prix par personne par jour en occupation double; effectif pour une réservation de 2, 3 ou 5 jours.

LE MANOIR DU LAC DELAGE

HÔTEL DE VILLÉGIATURE ET CENTRE DE CONGRÈS.

40, Ave. du Lac, Ville du Lac Delage, (Québec) G0A 4P0

RÉSERVATIONS (418) 848-2551 / 1 800 463-2841

SPÉCIAL 21 POUR

Se mettre en forme, c'est une partie de plaisir chez **NAUTILUS PLUS!** Abonnez-vous avec un ami et ne payez qu'un seul investissement initial. Faites vite! L'offre se termine le 15 février 1987.

exclusivement chez **Nautilus PLUS INC.**

POUR LA FORME AU MAXIMUM

Charlesbourg Club de Tennis Avantage 1080, rue Bouvier 622-5005

Charlesbourg (Ancien Club Lebourgneul) 4500, boul. des Gradins 627-3441

Québec Parc Samuel Holland 3, Parc Samuel Holland 527-2577

Il a caché son passé judiciaire

OTTAWA (PC) - Le jeudi 8 janvier, Frank Majeau, l'adjoint spécial du ministre d'Etat Roch LaSalle, a été congédié parce qu'il a caché un casier judiciaire à son employeur pendant plus de sept mois.

La décision de renvoyer M. Majeau a été prise parce qu'un article du magazine MacLean's a révélé que M. Frank Majeau avait été condamné à une amende de \$1,000 et à une période de probation de deux ans pour avoir causé des blessures corporelles lors d'une bagarre au couteau.

L'article du magazine précise aussi qu'en 1983, M. Majeau a dirigé à Toronto une agence de danseuses nues avec un partenaire, Réal Simard, qui a plus tard confessé quatre meurtres et a été condamné à la prison à vie, en 1984.

En plus de cette association d'affaires, l'article allègue que les victimes de Simard étaient des trafiquants de drogue qui avaient déjà utilisé l'appartement de Frank Majeau à Toronto pour effectuer leurs transactions.

Hier, au cours d'une entrevue téléphonique, M. Serge Saint-Pierre, le chef de cabinet du ministre LaSalle, a indiqué que jamais M. Majeau n'avait mentionné ce dossier à son patron et qu'il a été congédié, en compagnie de la secrétaire qu'il avait embauchée, au moment même où les informations ont été portées à l'attention du ministre, sans autre forme de procès.

M. Saint-Pierre a par ailleurs admis qu'il était vrai que M. LaSalle connaissait la famille Majeau et Frank depuis de nombreuses années, et que les Majeau étaient membres de son organisation électorale dans la circonscription de Joliette.

ÉCONOMIE

DOLLAR
73.18
+24/100



Mini-voitures et fourgonnettes

Daihatsu négocie avec Bombardier

♦ TOKYO (PC-AFP) - Le constructeur japonais Daihatsu a annoncé hier à Tokyo qu'il négocierait avec une société de Montréal la création d'une entreprise en participation ("joint venture") pour la production de véhicules automobiles au Canada.

Le président de Daihatsu, Tomonaru Eguchi, a déclaré que des négociations étaient "en cours" avec Bombardier, une société dont le siège est à Montréal, pour la fabrication en commun de mini-voitures et de fourgonnettes commerciales.

M. Eguchi a précisé que Bombardier avait demandé à Daihatsu de lui fournir des composants automobiles comme des moteurs de 850 CC et des carrosseries. La société japonaise est prête à investir dans l'entreprise, a-t-il dit sans vouloir préciser davantage tant que les deux sociétés poursuivaient leurs négociations.

Le montant des investissements initiaux, la localisation exacte de la future usine et la date des débuts de la production n'ont pas été mentionnés par M. Eguchi. Cependant,

le quotidien financier Keizai Shimbun, de Tokyo, citant des sources industrielles, faisait état d'investissements de l'ordre de \$430 millions can.

Selon les milieux informés, toutefois, Daihatsu et Bombardier commenceraient à produire 20,000 voitures dès l'an prochain, aux installations de Valcourt.

La production annuelle serait portée à 220,000 en 1991, dont 80 pour 100 destiné à l'exportation aux États-Unis.

Généreuses subventions?

Le président de Daihatsu Motor Co., M. Eguchi, a ajouté que Bombardier attend d'obtenir des subventions tant des autorités fédérales que provinciales, sans préciser davantage. On n'est toutefois pas sans savoir que la firme sud-coréenne Hyundai, par exemple, qui est en train de s'installer à Bromont, dans les Cantons de l'Est, a obtenu de généreuses subventions, tant d'Ottawa que de Québec pour l'encourager, à s'implanter au Québec.

Un porte-parole de la délégation du Québec à Tokyo a dit que les

Pas de commentaires de la part de Bombardier

♦ MONTREAL (PC) - Aucune précision n'a pu être obtenue de Bombardier, hier, sur l'état des négociations avec la firme japonaise Daihatsu en vue de créer une entreprise commune pour construire des automobiles à Montréal.

En juin dernier le président du conseil de Bombardier, Laurent Beaudoin, avait déclaré au

cours de l'assemblée des actionnaires qu'une décision devrait être prise avant la fin de l'année 1986.

Une porte-parole de Bombardier a dit, hier, que "ces choses prennent souvent plus de temps que prévu". Elle a aussi rappelé que depuis le mois de juin, la compagnie avait racheté Canada de l'Etat fédéral.

autorités québécoises sont au courant depuis un certain temps déjà d'un projet de joint venture Daihatsu-Bombardier impliquant une troisième société, en l'occurrence Nishi Thai Corp.

"Jusqu'à ce jour, les discussions ont été menées strictement sur une basse d'affaires, mais nous nous attendons à être convoqué à un briefing après une ou deux autres réunions entre les parties concernées",

a ajouté le porte-parole de la délégation du Québec à Tokyo.

Le ministre québécois de l'Industrie et du Commerce, M. Daniel Johnson, qui s'est rendu au Japon à deux reprises au cours des six derniers mois, y a rencontré à ces deux occasions les dirigeants de la société Daihatsu, a-t-on souligné dans les milieux québécois à Tokyo.

Daihatsu deviendrait ainsi le dernier des neuf constructeurs ja-

ponais de voitures particulières à s'installer en Amérique du Nord et le quatrième à s'implanter au Canada après Toyota, Honda et Suzuki.

Ces investissements sur le marché nord-américain sont destinés à contourner les mesures protectionnistes américaines et à lutter contre les effets de la hausse du yen.

Le président Eguchi a ajouté que Daihatsu voulait commencer à exporter du Japon vers les États-Unis cet automne quelle que soit la décision du Japon de poursuivre ou non l'autolimitation de ses exportations

à 2.3 millions de voitures pour l'année fiscale 1987.

M. Eguchi s'est déclaré opposé à une reconduction de l'accord d'autolimitation et a précisé que sa compagnie souhaitait exporter 230,000 véhicules aux États-Unis, soit un pour 100 du contingent actuel.

Daihatsu a vendu 471,000 mini-voitures et fourgonnettes commerciales l'an dernier, sa spécialité, soit 7.9 pour 100 de plus qu'en 1985. Ses exportations ont toutefois chuté de 7.2 pour 100 à 121,200 unités en 1986.

Taxe sur le bois d'oeuvre

Les entreprises québécoises frontalières doublement imposées

♦ La taxe de 15 pour 100 à l'exportation du bois d'oeuvre aux États-Unis, qui menace la rentabilité de la plupart des entreprises de sciage du Québec, s'avère dou-

blement injustifiable et inacceptable pour une quinzaine d'entreprises québécoises frontalières, qui s'approvisionnent en bois aux

États-Unis et y revendent leur production.

par Réal LABERGE

C'est le cas d'injustice tout particulièrement déplorable qu'ont mis en évidence hier les membres d'un groupe de consultation du NPD en tournée au Québec, à l'occasion d'une entrevue accordée au SOLEIL.

Déjà, selon MM. Michael Cassidy, député d'Ottawa-Centre, et John Harney, représentant du Québec, la mesure imposée par le gouvernement conservateur de Mulroney, était plus onéreuse pour les industriels québécois du bois d'oeuvre que pour ceux de l'Ouest canadien.

A ce sujet, les porte-parole du NPD ont fait mention des droits de coupe, qui seraient jusqu'à 50 pour 100 plus dispendieux au Québec qu'en Colombie-britannique, ainsi que des coûts de transport, qui font que le prix à l'usine est plus élevé de \$70 les mille pieds mesure de planche (p.m.p.) au Québec, entraînant donc une taxation supérieure de \$10 les 1000 pmp.

Pour les scieries des municipalités québécoises longeant la frontière du Maine, de Lac-Mégantic

jusqu'au Témiscouata, les représentants du NPD ont souligné que cette situation s'alourdit d'une taxation supplémentaire, qui les rendrait particulièrement vulnérables à la concurrence des usines de sciage américaines, parce que les entreprises québécoises concernées s'approvisionnent en bois en très grande partie du côté américain et que le bois d'oeuvre est revendu en presque totalité aux États-Unis.

Pourtant, dans sa hâte d'imposer son entente, le gouvernement conservateur n'aurait même pas pensé à exempter ces entreprises québécoises.

Et pour plusieurs de ces scieries frontalières du Québec, ce sera une marge de profit réduite au point d'entraîner des faillites, surtout chez les petites entreprises.

A moins, a notamment déclaré au SOLEIL le député NPD d'Ottawa-centre, M. Cassidy, qu'on veuille corriger cette criante aberration par une imposition plus élevée aux usines de sciage des autres régions canadiennes, afin d'assurer une certaine compensation à l'endroit des scieries québécoises frontalières victimes de cette double imposition.

Le pétrole franchit les \$19 à New York

♦ NEW YORK (AFP) - Les prix à terme du pétrole, pour échéance rapprochée, ont clôturé au-dessus de la barre des 19 dollars le baril à New York en raison essentiellement, selon les analystes, de la vague de froid qui affecte l'Europe.

L'escalade du conflit entre l'Irak et l'Irak, deux pays membres de l'organisation des pays exportateurs de pétrole, a également

contribué à cette reprise des cours qui ont atteint leur plus haut niveau depuis la fin janvier 1986, ont ajouté les analystes.

Le baril de West Texas Intermediate -- qualité de référence pour le brut aux États-Unis -- pour échéance rapprochée en février, a clôturé à 19,01 USD, en hausse de 24 cents. Toutes les autres positions ont été également en hausse.

65\$

Si nous écrivons si petit, c'est pour bien vous montrer que 65 \$, c'est vraiment un tout petit prix pour une nuit au prestigieux Château Laurier, en plein cœur d'Ottawa.

65 \$ seulement! Une belle occasion d'apprécier le service Entrée Première n'importe quelle nuit de la semaine pendant tout le mois de janvier. La prochaine fois que des affaires personnelles, commerciales ou politiques vous amènent à Ottawa, choisissez l'hôtel des grands de ce monde, descendez au Château Laurier.

Pour réserver, appelez le Château Laurier au (613) 232-6411, les Hôtels CN en composant le 977-5010 à Toronto ou le numéro sans frais 1-800-268-9143, ou encore votre agent de voyages.

Une autre idée originale des Hôtels CN



Château Laurier
1 Rideau, Ottawa (Ontario) K1N 8S7 (613) 232-6411

Hôtels CN
Un réseau de d'hôtels

□ Vancouver Hôtel Vancouver □ Jasper Jasper Park Lodge
□ Edmonton Hôtel Macdonald (1988) □ Toronto L'Hôtel □ Toronto La Tour CN
□ Ottawa Château Laurier □ Lac Ste. Marie Mont Ste. Marie
□ Montréal Le Reine Elizabeth □ New York Hôtel Beauséjour □ Halifax Citadel Halifax
□ St. John's Hôtel Newfoundland □ Paris France Hôtel Scribe

* Sous réserve des disponibilités. Vous pouvez également choisir Entrée Argent, à 135 \$ la nuit, ou Entrée Or, à 160 \$ la nuit.

Ces titres ont été vendus. Cette annonce n'apparaît qu'à titre d'information seulement.

Nouvelle émission

Décembre 1986



MULTIDEV
IMMOBILIA INC.

6 000 000 \$

2 000 000 d'unités

Chaque unité se compose d'une action subalterne de catégorie A comportant droit de vote et d'un bon de souscription d'action subalterne de catégorie A.

Prix: 3,00 \$ l'unité

Brault, Guy, O'Brien Inc.

Wood Gundy
Inc.

Midland Doherty
Limited

Osler
Inc.



Le secteur des pâtes et papiers jouit présentement d'une rentabilité remarquable.

D'ici 1989

Le prix du papier journal devrait monter de 5 à 7%

♦ SAINT-GEORGES - Le prix du papier journal devrait augmenter de 5 à 7 pour 100 par année d'ici 1989, selon un porte-parole de l'UPA, puisque le secteur des pâtes et papiers jouit présentement d'une rentabilité remarquable.

par Paul-Henri DROUIN

Ces prévisions sont celles de M. Marcel Giguère, secrétaire du Syndicat des producteurs de bois de la Beauce, en spécifiant que la dévaluation des monnaies canadienne et américaine par rapport aux devises européennes avantage nettement les producteurs de pâtes et papiers nord-américains.

Commentant les performances économiques que réalise le secteur des pâtes et papiers, M. Giguère a indiqué que l'indice sectoriel des compagnies de pâtes et papiers, inscrites à la Bourse de Toronto, s'est accru de 12 pour 100 depuis le 28 août dernier alors que l'indice général de la Bourse progressait de moins de 1 pour 100 au cours de cette même période.

Il a même souligné que malgré la forte augmentation qu'ont connue les titres boursiers de ce secteur en 1986, plusieurs analystes financiers recommandent encore l'achat d'actions de compagnies papetières.

Selon M. Giguère, le taux d'utilisation des usines de papier journal sera supérieur à 95 pour 100, en 1987, et la croissance de la demande de papier journal sera plus élevée que l'accroissement de la capacité de production, ce qui contribuera à raffermir les prix.

Au cours des prochaines années, a indiqué M. Giguère, les producteurs de bois de la Beauce exigeront des augmentations importantes du prix du bois de quatre pieds destiné aux usines des pâtes et papiers.

D'ailleurs, tous les syndicats et offices de producteurs de bois de la forêt privée québécoise se concertent actuellement afin de négocier pour 1987, avec les compagnies de pâtes et papiers, une hausse tangible du prix du bois à pâte, de conclure M. Giguère.

dépôts garantis

9³/₈ %
3 ans
taux annuel

FIDUCIE PRÊT ET REVENU

Québec
Place d'Youville 692-1221 Saint-Foy
Galeries de La Capitale 626-1221 1175, Lavigerie 659-1814

TUIR Signé *par* Cuir signé plus...
c'est plus que des porte-documents...
c'est plus que des accessoires...
c'est plus que des cadeaux...
c'est la distinction et votre signature personnalisée en plus!

BAGAGERIE

Porte Fleur de Lys
Place 7 tél.: 529-8585
Galeries de la Chaudière
Ste-Marie tél.: 387-5064

EN UN CLIN D'OEIL

Couche-Tard achète la chaîne Sept Jours

Alimentation Couche-Tard Inc. vient d'acheter la chaîne d'accueil Sept Jours de Métro-Richelieu, en échange de 17 pour 100 de ses actions, au prix de \$3,95 l'unité. La transaction concerne 48 franchises et 27 dépanneurs affiliés Sept Jours. En échange, Alimentation Couche-Tard Inc. a accordé un contrat d'exclusivité d'approvisionnement de ses magasins affiliés (\$18 millions), à Econogros de Québec et Montréal, une filiale de Métro-Richelieu. A la suite de cette transaction, le groupe Alimentation Couche-Tard Inc. comptera 117 points de vente.

Mises en chantier

Les chiffres préliminaires publiés hier par la Société canadienne d'hypothèques et de logement indiquent que les mises en chantier en décembre ont atteint un taux annuel désaisonnalisé de 202,000 logements pour toutes les régions. Le taux définitif pour le mois de novembre a été de 213,000. Dans les régions urbaines, le nombre réel de mises en chantier s'est chiffré à 13,950 logements, soit une hausse de 13 pour 100 par rapport à décembre 1985. Le nombre de maisons individuelles mises en chantier en décembre a atteint 7,056 comparativement à 6,127 en 1985, soit une hausse de 15 pour 100. Par ailleurs, les logements mis en chantier dans les collectifs d'habitation ont augmenté de 11 pour 100, passant de 6,215 à 6,894.

Quotidien anglophone: Péladeau prêt à foncer

Des études de marché pour un projet de quotidien de langue anglaise à Montréal ont donné des résultats si encourageants que le groupe Quebecor affirme qu'il procède à des vérifications, pour s'assurer qu'il n'y a pas eu d'erreur. M. Gérard Cellier, conseiller du président de Quebecor, M. Pierre Péladeau, a déclaré hier que le projet de tabloïd deviendra probablement réalité, mais la décision finale ne sera prise que dans quelques jours. Le groupe Quebecor a commandé des sondages d'opinion et des études démographiques et de marketing pour évaluer comment un nouveau quotidien anglophone du matin s'en tirerait. Montréal possède déjà quatre quotidiens, et un cinquième appelé Le Matin sera lancé le 2 février. Le nouveau tabloïd, qui n'a pas encore de nom, pourrait commencer à paraître vers la mi-mars.

Pommes et dollars

Les Industries Lassonde Inc. de Rougemont et Boulangerie B.H.R. de Saint-Chrysostome prévoient investir \$13,340,000 et créer 70 emplois dans la production de jus et boissons aux fruits et dans la préparation de garniture de tarte. Ces investissements seront faits à l'intérieur d'un programme de trois ans auquel le gouvernement participera avec une subvention de \$2,334,500.

Massey ou Varsity

Il semble bien que le nom ne fait pas la fortune pour l'ancienne société Massey Ferguson devenue Varsity Corporation. En effet, au dernier trimestre terminé en octobre, l'entreprise a enregistré une perte de \$19,7 millions sur des ventes de \$256 millions. L'entreprise avait enregistré un léger surplus de \$6,1 millions sur des ventes de \$333 millions, il y a un an.

Hypothèque à 8,5 pour 100

La Société Trust Royal vient d'annoncer une nouvelle réduction de ses taux hypothécaires. Le taux pour un an est passé de 9,75 à 9,50 pour 100 depuis hier. Par ailleurs, le taux de l'hypothèque de six mois a été réduit de un pour 100 à 8,5 pour 100 et celui des prêts hypothécaires sur deux ou trois ans a baissé de un quart de point pour arriver à 10,25 et 10,50 pour 100.

Idéal Métal: bons bénéficiaires

La société Idéal Métal Inc. a réalisé un chiffre d'affaires de \$75,825,000 au cours du dernier exercice et son bénéfice avant impôt a été de \$7,566,000 et le bénéfice net de \$4,116,000. Ce résultat traduit un bénéfice par action de \$0,41, ce qui a permis de verser un dividende de \$0,05 par action. Le total des ventes a augmenté de 5,4 pour 100 durant ce dernier exercice tandis que le rendement de l'avoir des actionnaires progressait de 20,8 pour 100.

Prêt et Revenu en US\$

Le fonds américain de Fiducie Prêt et Revenu vient d'être listé parmi les dix meilleurs fonds pour les trois dernières années de tous les fonds éligibles à un Reer, selon un relevé du Financial Post. Avec un rendement de 18 pour 100, le fonds américain de la fiducie, qui a son siège social à Québec, a fait 6,5 pour 100 de mieux que la moyenne des 568 fonds d'actions américaines gérés à partir des États-Unis.

Fini les bouts d'choux

Coleco Industries Inc. vient d'accuser une perte importante au dernier trimestre et tout au long de l'année, principalement à cause de la chute des ventes des poupées bout d'choux. Les ventes de Coleco ont chuté de 35 pour 100, de \$776 à \$500 millions, durant cette dernière année.

Ro-Na et Métro-Richelieu appuient Intégration-jeunesse

Depuis 1982, Intégration-jeunesse est venue en aide à plus de 1,000 jeunes à la recherche d'un emploi, et environ 80 pour 100 d'entre eux en auraient déniché un. Mais cette performance pourrait être améliorée bientôt grâce à l'entrée en scène de groupes aussi importants que Ro-Na et, plus récemment, Métro-Richelieu.

par Richard HÉNAULT

Lors d'une conférence de presse, hier, Intégration-jeunesse révélait avec emphase les détails de l'implication des deux groupes commerciaux dans l'aide que l'organisme a but non lucratif apporte aux jeunes de 15 à 24 ans ayant abandonné les études et ayant de la difficulté à trouver un emploi.

En fait, le premier programme "commerce-école Ro-Na" a débuté en 1985-86, dans la région de Montréal. Plus de 90 jeunes y ont participé en faisant un stage chez des marchands du groupe. Près de la moitié d'entre eux ont trouvé un emploi permanent par la suite, dont une trentaine chez un marchand associé à Ro-Na.

Métro-Richelieu s'est joint au programme, cette année, en offrant des stages à 30 jeunes de Québec, de la Beauce et du Saguenay-Lac-Saint-Jean, et à 45 de Montréal, soit le même nombre que Ro-Na.

Le programme dure un trentaine de semaines réparties presque également entre les cours et les stages dans les magasins. Pendant ce temps, le jeune reçoit une allocation moyenne de \$125 par semaine, versée par Emploi et Immigration Canada. Au total, la contribution du



Le vice-président du conseil d'administration d'Intégration-jeunesse, M. Pierre Gadoury (à gauche), a révélé les détails de l'implication du groupe Métro-Richelieu représenté par M. Marc Cassidy.

ministère s'élève à plus de \$1 million, dont \$397,500 pour le centre de Québec. Celle de chacune des entreprises est de \$55,000 mais le président du conseil d'administration de Ro-Na, M. Henri Drouin, n'a pu

préciser à quoi elle sert, si ce n'est à défrayer le coût du "matériel de formation".

"En 1986-87, nous comptons placer 90 pour 100 des finissants, a révélé le vice-président du conseil

d'administration d'Intégration-jeunesse, M. Pierre Gadoury. Présentement, près de 300 jeunes sont impliqués dans nos programmes pour lesquels ils reçoivent l'aide de nos 26 employés et de nombreux contractuels dispensateurs de cours."

M. Gadoury en a profité pour rappeler qu'environ 30 pour 100 des jeunes "décochent" des études secondaires et que le taux de chômage, chez les 15-24 ans, oscille autour de 20 pour 100.

M. Marc Cassidy, de Métro-Richelieu, devait de son côté affirmer que le fait de ne pas posséder de diplôme d'études secondaires ne constitue pas un handicap pour un jeune, dans son entreprise. Diplômé ou pas, il progressera et aura de l'avancement, a-t-il assuré.

Subventionnée par les gouvernements fédéral et provincial, Intégration-jeunesse agit selon deux axes de développement: d'une part la formation professionnelle et, d'autre part, l'orientation, la référence et le placement des jeunes.

La formation professionnelle, aussi appelée "commerces-écoles", vise à qualifier les jeunes pour des emplois reliés au commerce de détail, tels commis-vendeurs, préposés aux approvisionnements, techniciens-conseillers en diverses catégories de produits, etc.

Outre Métro-Richelieu et Ro-Na, l'organisme dirige des jeunes, entre autres, chez Fournitures de bureau Pilon, Atlantique Image et Son, Vertifab et Service de courrier rapide.

La réforme fiscale risque de frapper durement les petits et moyens salariés

MONTREAL (PC) - La réforme fiscale au Canada pourrait avoir pour effet de "cogner de façon féroce sur les petits et moyens salariés."

C'est du moins la crainte ex-

primée par l'ex-ministre péquiste des Finances, M. Jacques Parizeau, lors d'une entrevue accordée récemment à la Presse Canadienne. Il était appelé à exprimer son point de vue sur les modifications qu'on

projeté d'apporter au régime fiscal canadien afin de l'aligner sur celui des États-Unis.

M. Parizeau, maintenant professeur aux HEC, s'est montré fort prudent dans son jugement. Il fait valoir qu'il faut attendre le dépôt du budget du ministre fédéral des Finances, M. Michael Wilson, avant d'apprécier les conséquences réelles de la réforme canadienne. Cependant, il estime qu'une certaine "perspective" se dégage déjà des propos et gestes des gouvernements depuis quelques mois.

de réévaluer leurs revendications en tenant compte qu'ils risquent de tout perdre, en raison de la concurrence des ports de l'Est des États-Unis.

Aux armateurs, M. Pelletier a demandé de ne point rattacher la négociation au port de Québec à un "grand échiquier" dans lequel ils deviendraient "juges et partie".

lui, d'alourdir dramatiquement le fardeau des contribuables qui se situent au milieu et au bas de l'échelle fiscale.

Impôt des particuliers

Dans le paysage fiscal, M. Parizeau distingue trois champs: l'impôt des particuliers, celui des corporations et les taxes de vente.

Il note que dans le premier cas, la situation des deux pays est fort différente. Les Américains ont droit à des exemptions de base moins élevées qu'ici tandis que la panoplie des déductions était considérable: intérêts sur cartes de crédit, sur hypothèques ou encore certaines taxes municipales. La réduction des taux d'imposition s'est accompagnée d'une élimination de la plupart de ces abris fiscaux. Mais en même temps, plus de contribuables sont assujettis à l'impôt et, singulièrement, les moins fortunés.

Conflit au port

Pelletier demande un effort de "réalisme"

Selon le maire de Québec, il est temps que les deux parties concernées par le conflit au port de Québec fassent un effort de "réalisme" pour en venir à une entente avant de subir des dommages irréparables.

par Marcel COLLARD

Devant les membres du conseil, hier soir, le maire Jean Pelletier a dit que la délégation qui l'accompagnera (aujourd'hui, à Montréal) pour discuter de la situation avec le ministre fédéral du Travail, M. Pierre H. Cadieux, était formée de gens du milieu, y compris des députés fédéraux et provinciaux, pour démontrer "en haut lieu que la solidarité se fait de plus en plus impatiente".

Il a dit espérer que le règlement au port de Québec ne soit pas relié au contrat de travail des débardeurs de Montréal, expiré le 31 décembre.

Souhaitant une attitude réaliste de la part des deux parties, M. Pelletier a demandé aux débardeurs

Plus qu'un

Reér

Découvrez pourquoi,
à la Fiducie du Québec,
un Reér
c'est beaucoup plus qu'un Reér

Un plus grand choix de placements

Des conseils spécialisés

Une information complète

Un personnel attentif à vos besoins

C'est ce qui fait de nous
le plus grand fiduciaire de Reér au Québec

Fiducie
du Québec

Anjou (514) 355-2050 1-800-361-5808 Brossard (514) 445-3224 1-800-361-4436 Chicoutimi (418) 549-5746 1-800-463-9657
Hull (819) 777-9119 1-800-567-6888 LaSalle (514) 366-1175 1-800-361-6633 Laval (514) 688-5223 1-800-361-3803
Longueuil (514) 679-2810 1-800-361-5059 Montréal (514) 286-3225 1-800-361-2680 Québec (418) 647-4742 1-800-463-5026
Sainte-Foy (418) 653-6811 1-800-463-4792 Sherbrooke (819) 566-5667 1-800-567-6920

Desjardins

Ces titres ayant tous été vendus, cette annonce ne paraît qu'à titre d'information.

Premier appel public à l'épargne

10 010 000 \$



LES BREUVAGES COTT LTÉE

1 430 000 actions ordinaires

Prix: 7,00 \$ l'action

Richardson Greenshields
du Canada Limitée

Lévesque, Beaubien
Inc.

Décembre 1986

LE MARCHÉ BOURSIER

DOW JONES 3.249.42 +351 TORONTO 3.242.67 +34.91 MONTRÉAL 1.638.58 +25.07 OR \$408.75 US ARGENT \$7.65 Can.

MONTREAL

Volume: 6.939.567 actions Indice général: 1.638.58 en hausse de 25.02

Titres Ventes Haut Bas Ferm Chang

Table of Montreal stock market data including various stock tickers and their price changes.

TORONTO

Volume: 29.830.000 actions 3000 titres: 3.242.67 en hausse de 34.91

Titres rpb en 00 haut bas ferm chang

Table of Toronto stock market data including various stock tickers and their price changes.

NEW YORK

Volume: 185.000.000 actions Dow Jones: 2.009.42 en hausse de 35.1

Titres rpb en 00 haut bas ferm chang

Table of New York stock market data including various stock tickers and their price changes.

AMERICAIN

Titres rpb en 00 haut bas ferm chang

Table of American stock market data including various stock tickers and their price changes.

Mines et métaux juniors

Abaco 4566 1/2 115 113 -1/2

Table of junior metals and mining stocks with prices and changes.

Partiell Paid Shares

Abaco 4566 1/2 115 113 -1/2

Table of partially paid shares with prices and changes.

Division internationale

(en dollars américains)

Table of international division stocks with prices and changes.

Stock Bid Ask High Low

Abaco 4566 1/2 115 113 -1/2

Table of stock bid/ask data with prices and changes.

Transactio en dollars américains

Abaco 4566 1/2 115 113 -1/2

Table of transactions in dollars with prices and changes.

TORONTO

Volume: 29.830.000 actions 3000 titres: 3.242.67 en hausse de 34.91

Titres rpb en 00 haut bas ferm chang

Table of Toronto stock market data (continued).

NEW YORK

Volume: 185.000.000 actions Dow Jones: 2.009.42 en hausse de 35.1

Titres rpb en 00 haut bas ferm chang

Table of New York stock market data (continued).

AMERICAIN

Titres rpb en 00 haut bas ferm chang

Table of American stock market data (continued).

Mines et métaux juniors

Abaco 4566 1/2 115 113 -1/2

Table of junior metals and mining stocks (continued).

Partiell Paid Shares

Abaco 4566 1/2 115 113 -1/2

Table of partially paid shares (continued).

Division internationale

(en dollars américains)

Table of international division stocks (continued).

Stock Bid Ask High Low

Abaco 4566 1/2 115 113 -1/2

Table of stock bid/ask data (continued).

Transactio en dollars américains

Abaco 4566 1/2 115 113 -1/2

Table of transactions in dollars (continued).

TORONTO

Volume: 29.830.000 actions 3000 titres: 3.242.67 en hausse de 34.91

Titres rpb en 00 haut bas ferm chang

Table of Toronto stock market data (continued).

NEW YORK

Volume: 185.000.000 actions Dow Jones: 2.009.42 en hausse de 35.1

Titres rpb en 00 haut bas ferm chang

Table of New York stock market data (continued).

AMERICAIN

Titres rpb en 00 haut bas ferm chang

Table of American stock market data (continued).

Mines et métaux juniors

Abaco 4566 1/2 115 113 -1/2

Table of junior metals and mining stocks (continued).

Partiell Paid Shares

Abaco 4566 1/2 115 113 -1/2

Table of partially paid shares (continued).

Division internationale

(en dollars américains)

Table of international division stocks (continued).

Stock Bid Ask High Low

Abaco 4566 1/2 115 113 -1/2

Table of stock bid/ask data (continued).

Transactio en dollars américains

Abaco 4566 1/2 115 113 -1/2

Table of transactions in dollars (continued).

TORONTO

Volume: 29.830.000 actions 3000 titres: 3.242.67 en hausse de 34.91

Titres rpb en 00 haut bas ferm chang

Table of Toronto stock market data (continued).

NEW YORK

Volume: 185.000.000 actions Dow Jones: 2.009.42 en hausse de 35.1

Titres rpb en 00 haut bas ferm chang

Table of New York stock market data (continued).

AMERICAIN

Titres rpb en 00 haut bas ferm chang

Table of American stock market data (continued).

Mines et métaux juniors

Abaco 4566 1/2 115 113 -1/2

Table of junior metals and mining stocks (continued).

Partiell Paid Shares

Abaco 4566 1/2 115 113 -1/2

Table of partially paid shares (continued).

Division internationale

(en dollars américains)

Table of international division stocks (continued).

Stock Bid Ask High Low

Abaco 4566 1/2 115 113 -1/2

Table of stock bid/ask data (continued).

Transactio en dollars américains

Abaco 4566 1/2 115 113 -1/2

Table of transactions in dollars (continued).

TORONTO

(suite de la page A-10)

Table of stock market data for Toronto, including various indices and company shares.

Table of stock market data for Toronto, including various indices and company shares.

Table of stock market data for Toronto, including various indices and company shares.

Table of stock market data for Toronto, including various indices and company shares.

Table of stock market data for Toronto, including various indices and company shares.

FONDS MUTUELS

SOGECAR 1197.6407

en hausse de 6.6407

membres de l'IFPC

Table of mutual fund data for SOGECAR.

OPTIONS transigées

Cours des options Trans-Canada transigées

au bureau de Montréal et de Toronto

Un contrat d'option est de 100 options

Table of option trading data for Trans-Canada.

Table of stock market data for Toronto, including various indices and company shares.

Table of stock market data for Toronto, including various indices and company shares.

Table of stock market data for Toronto, including various indices and company shares.

Table of stock market data for Toronto, including various indices and company shares.

Table of stock market data for Toronto, including various indices and company shares.

Table of stock market data for Toronto, including various indices and company shares.

Table of stock market data for Toronto, including various indices and company shares.

Table of stock market data for Toronto, including various indices and company shares.

Table of stock market data for Toronto, including various indices and company shares.

Table of stock market data for Toronto, including various indices and company shares.

Table of stock market data for Toronto, including various indices and company shares.

Table of stock market data for Toronto, including various indices and company shares.

Table of stock market data for Toronto, including various indices and company shares.

Table of stock market data for Toronto, including various indices and company shares.

Table of stock market data for Toronto, including various indices and company shares.

Table of stock market data for Toronto, including various indices and company shares.

Table of stock market data for Toronto, including various indices and company shares.

Table of stock market data for Toronto, including various indices and company shares.

Table of stock market data for Toronto, including various indices and company shares.

Table of stock market data for Toronto, including various indices and company shares.

Table of stock market data for Toronto, including various indices and company shares.

Table of stock market data for Toronto, including various indices and company shares.

Table of stock market data for Toronto, including various indices and company shares.

Table of stock market data for Toronto, including various indices and company shares.

Table of stock market data for Toronto, including various indices and company shares.

Table of stock market data for Toronto, including various indices and company shares.

Table of stock market data for Toronto, including various indices and company shares.

Table of stock market data for Toronto, including various indices and company shares.

Table of stock market data for Toronto, including various indices and company shares.

Table of stock market data for Toronto, including various indices and company shares.

Table of stock market data for Toronto, including various indices and company shares.

Table of stock market data for Toronto, including various indices and company shares.

Table of stock market data for Toronto, including various indices and company shares.

Table of stock market data for Toronto, including various indices and company shares.

Table of stock market data for Toronto, including various indices and company shares.

Table of stock market data for Toronto, including various indices and company shares.

Table of stock market data for Toronto, including various indices and company shares.

Table of stock market data for Toronto, including various indices and company shares.

Table of stock market data for Toronto, including various indices and company shares.

Table of stock market data for Toronto, including various indices and company shares.

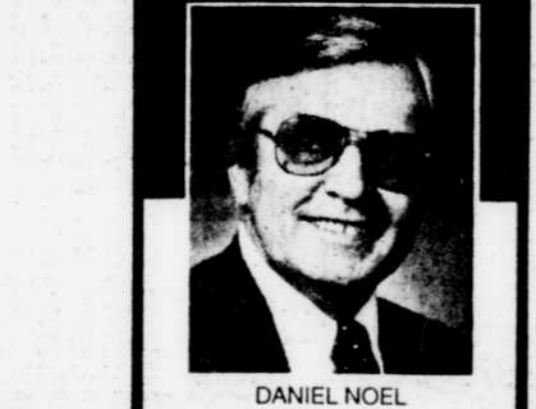
Brasseries Labatt du Canada

Marcel Boisvert



Pierre Desjardins, président des Brasseries Labatt du Canada, a annoncé la nomination immédiate de Marcel Boisvert au poste de président de La Brasserie Labatt Limitée.

RÉUSSITE REMARQUABLE



DANIEL NOEL Les Services Investors Limitée est fière de saluer le talent de ce spécialiste de la planification financière, en hommage aux éminents services qu'il a rendus à ses clients en 1986.

Parce que la gestion financière n'a plus de secrets pour lui, il fait bénéficier les particuliers, les familles et les dirigeants d'entreprise de ses conseils en planification de retraite, fiscalité et protection contre l'inflation, en leur recommandant en outre des stratégies d'épargne et d'investissement ainsi que divers fonds de placement. Il doit la fidélité de sa clientèle à son expérience, à son souci d'assurer un service personnalisé et aux ressources de la première société à avoir abordé globalement le problème de la planification financière.

Les Services Investors Limitée est membre du Groupe Investors Incorporé qui gère un actif de plus de 7 milliards de dollars.



CANTELANCE SAVENTE CELLULAIRE DE JANVIER

Advertisement for CanteLance Savente Cellulaire de Janvier, featuring a large image of a Panasonic mobile phone and a woman in traditional dress. Text describes a promotion for 300 minutes of free antenna time.

Advertisement for Bestiaux (livestock) and bonds, mentioning 'Prix stables des obligations' and 'TORONTO (PC) - Les affaires étaient calmes hier'.

LE MONDE

France: les premiers signes d'exaspération

♦ PARIS (AP, AFP) - Des manifestants exaspérés par les grèves des employés de l'État ont bousculé des syndiqués devant le quartier général du plus important syndicat de France, et un député à l'Assemblée nationale a été blessé, selon les autorités françaises.

Environ 40 manifestants ont pris part à la protestation au quartier général de la Confédération générale du travail (CGT), dans la localité de Bobigny, dans la banlieue parisienne.

Eric Raoult, un député du parti du premier ministre Jacques Chirac, le Rassemblement pour la République (RPR) a été frappé à la

tête, traité à un hôpital voisin. Le préfet de police Raymond François Le Bris a précisé que ses agents sont arrivés après le début des escarmouches. "Un certain nombre de coups ont été échangés", a-t-il dit.

Les employés des chemins de fer français sont en grève depuis près de quatre semaines. D'autres grèves ont commencé mardi dernier dans le service d'électricité (entreprise d'État) et dans les systèmes d'autobus et de métro de Paris.

Il a fallu un certain courage, à cause du climat sibérien, aux quel-

ques milliers de manifestants qui ont protesté contre les grèves du secteur public.

Nul ne saura jamais dans quelle mesure les moins 10 degrés en vigueur auront dissuadé des gens de venir. Qu'à cela ne tienne, ils étaient près de 10,000 (plusieurs dizaines de milliers selon les organisateurs) sur la Place du Palais royal à avoir répondu à l'appel des élus de la majorité de droite. A quelques centaines de mètres de là, Place de l'Opéra, Jean-Marie Le Pen (Front national, extrême droite) avait attiré un bon millier d'autres mécontents. ●

Reagan veut être "agressif" jusqu'à la fin de son mandat

♦ WASHINGTON (AFP) - Le président Ronald Reagan n'a pas l'intention de passer les deux dernières années de son mandat à expédier les affaires courantes et il assume l'entière responsabilité de l'affaire des ventes d'armes à l'Iran, a indiqué en substance la Maison-Blanche hier.

Démentant des informations du New York Times, le porte-parole de la présidence, M. Larry Speakes, a affirmé que M. Reagan n'a pas l'intention de limiter son ordre du jour en se contentant de consolider ses victoires des années précédentes. "Absolument pas, a-t-il dit. Il sera

un président agressif".

Selon ce journal, qui citait hier des responsables de la Maison-Blanche, M. Reagan a rogné sur son programme de fin de mandat et se contenterait de "protéger les gains de ces dernières années plutôt que de promouvoir de nouveaux programmes".

Avec les difficultés politiques du président et ses problèmes de santé, ajoutait le quotidien, le gouvernement se concentrera sur la préservation des acquis, réforme fiscale, aide aux contrats et maintien de la puissance militaire américaine.

Israël rassuré

Par ailleurs, les États-Unis ont assuré Israël que la récente publication par la Maison-Blanche d'un document soulignant le rôle important de ce pays dans l'affaire des ventes d'armes à l'Iran n'avait pas eu pour objectif de blâmer l'État hébreu, ont indiqué hier des responsables américains.

La Maison-Blanche avait publié vendredi dernier un mémorandum préparé par le lieutenant-colonel Oliver North et décrivant les ventes d'armes américaines à l'Iran comme un "plan" israélien. Cette publication symbolisait "le désir du président (Reagan) de fournir les faits au public", a affirmé l'un de ces responsables à une agence de presse américaine. ●

Fitzwater remplace Speakes

♦ WASHINGTON (AFP) - M. Marlin Fitzwater, porte-parole du vice-président George Bush, a été nommé porte-parole de la Maison-Blanche à la place de M. Larry

Speakes, a annoncé hier ce dernier.

M. Fitzwater, 44 ans, aura le titre de premier porte-parole adjoint, comme M. Speakes, le porte-parole présidentiel en titre demeurant M. James Brady, sérieusement blessé lors de l'attentat en 1981 contre le président Ronald Reagan et qui continue à assumer cette fonction de façon symbolique.

M. Speakes avait annoncé à la fin de l'année dernière qu'il quitterait son poste le 1er février prochain pour devenir responsable de la communication de la grande firme de courtage Merrill Lynch.

Ancien journaliste, le nouveau porte-parole présidentiel, qui prendra son poste le 2 février prochain, a déjà travaillé au service de presse de la Maison-Blanche d'août 1983 à avril 1985 comme adjoint de M. Speakes pour les affaires intérieures et jouit d'une bonne réputation parmi les journalistes qui couvrent la Maison-Blanche.

M. Fitzwater aura un salaire de 77.400 dollars par an. ●



M. Marlin FITZWATER

Le pape Jean-Paul II reçoit le général Jaruzelski aujourd'hui

♦ ROME (AFP, AP) - Le numéro un polonais, le général Wojciech Jaruzelski, a commencé hier à Rome une visite officielle de trois jours au cours de laquelle il doit rencontrer notamment le président Francesco Cossiga, le président du conseil Bettino Craxi et, aujourd'hui, le pape Jean-Paul II.

Il s'agit de la première sortie officielle du président du conseil d'État polonais en Occident et ce voyage apparaît aux observateurs comme la fin de son isolement sur la scène internationale.

Intellectuels sanctionnés en Chine

♦ PEKIN (AFP) - Deux membres de la direction d'une université tenus pour responsables du récent mouvement des étudiants en Chine ont été démis de leurs fonctions sur ordre du Comité central du Parti communiste chinois (PCC), a annoncé hier l'agence Chine nouvelle.

Fang Lizhi, vice-président de l'Université des sciences et des techniques de Hefei (centre de la Chine), d'où est parti le mouvement de protestation des étudiants le 9 décembre dernier, a été renvoyé de son poste "pour avoir tenté de rejeter la direction du parti et faire dévier celui-ci de la voie socialiste", selon Chine nouvelle.

Le président de l'université, Guan Weiyuan, a été écarté de son poste pour avoir négligé son devoir "avec pour résultat, l'affaiblissement du travail idéologique et politique dans l'établissement".

Il s'agit des deux premiers intellectuels sanctionnés à la suite des manifestations étudiantes, dont on a fait état de sources officielles. ●

Les rapports Est-Ouest, la situation en Europe, l'avenir de l'Église catholique en Pologne et les relations italo-polonaises devraient dominer les conversations du numéro un polonais avec ses interlocuteurs.

Le pape doit se rendre en visite dans sa Pologne natale en juin et aussi bien Varsovie que le Vatican espèrent que les discussions d'aujourd'hui entre le souverain pontife et le général Jaruzelski ouvriront la voie à la légalisation de l'Église catholique en Pologne et cela pour la première fois depuis la prise du pouvoir par les communistes en 1944. ●

carrières et professions

POUR FAIRE PARAÎTRE VOS ANNONCES DANS CETTE PAGE
COMPOSEZ 647-3270
OU ÉCRIVEZ À CARRIÈRES ET PROFESSIONS
LE SOLEIL LTÉE, C.P. 1547, QUÉBEC, QUÉ. G1K 7J5

Toutes les annonces publiées dans ces pages sous la rubrique Carrières et Professions sont assujetties à la loi numéro 50.

Les emplois annoncés s'adressent donc aux hommes et aux femmes.

Heures limites de réservation:
mardi l'avant-veille de la publication;
jeudi midi pour publication samedi;
dimanche ou lundi.

Important concessionnaire Nissan recherche REPRESENTANT(E)S avec expérience
Automobile fournie, avantages sociaux.
681-7371



L'Irak a publié hier cette photo montrant, selon lui, les corps de 66 enfants tués samedi lorsqu'un missile irakien a touché une école pour handicapés de Broujerd.

L'Irak appelle les Iraniens à se rendre

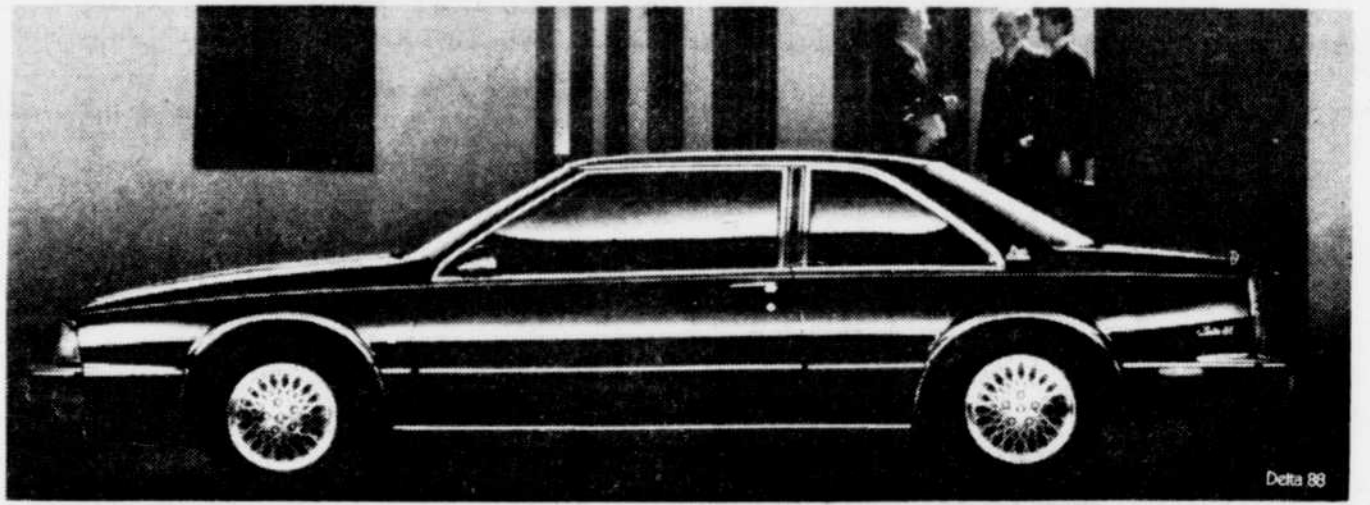
♦ MANAMA (AFP, AP) - Au quatrième jour de combats acharnés au sud du front, l'Irak a affirmé hier que son aviation avait bombardé des villes, des installations pétrolières et autres objectifs industriels en Iran et que ses forces terrestres avaient repris la plus grande partie du terrain conquis par les envahisseurs iraniens dans les marécages du sud du pays au début de leur offensive. Bagdad a lancé aux soldats iraniens un appel à la reddition.

Pour sa part, l'Iran a affirmé le même jour avoir anéanti trois brigades irakiennes et que ses hommes tenaient toujours leurs positions en Irak. Selon Téhéran, 16,500 Irakiens ont été tués ou blessés depuis le lancement de l'offensive vendredi.

Au lendemain de l'inspection effectuée par le président irakien Saddam Hussein dans le secteur est de Bassorah (sud de l'Irak), le ministre irakien de la Défense, le général Adnane Khairallah, a appelé "ceux qui restent des troupes iraniennes à se réfugier auprès des forces irakiennes pour fuir le feu (irakien) dans lequel les a jetés le régime iranien".

L'Irak affirme également que le "gros des effectifs" des troupes ennemies est actuellement "encerclé et bloqué" dans une zone marécageuse, située entre Bouhairat Al-Asmak et la frontière avec l'Iran. Cette région, au sud-est de Bassorah, a une superficie ne dépassant pas une quinzaine de km2. ●

L'AUTO-TEL D'AVIS PARCE QUE VOUS MÉRITEZ LE MAXIMUM!



50% de réduction Hôtels Westin

L'AUTO-TEL d'Avis vous permet de réserver d'un seul coup une voiture et une chambre Westin Avec 50% de réduction par rapport aux tarifs courants

- The Westin Hotel, Ottawa
- The Westin Hotel, Toronto
- The Westin Hotel, Winnipeg
- The Westin Hotel, Calgary
- The Westin Hotel, Edmonton
- The Westin Bayshore, Vancouver

50%, autres hôtels
50% de moins que les tarifs courants, hôtels suivants :

- The Mandarin, Vancouver
- Huntington Manor, Victoria
- Hotel Westin, Penikese
- Woodside Inn, Fort St. John
- Continental Inn, Medicine Hat
- Holiday Inn, Saskatoon
- Howard Johnson, London
- Anisere Motor Hotel, Charlottetown
- Thunder Bay
- #100 Motor Inn, Sarnia
- #100 Beauport, Moncton
- #100's Collins Harbour Inn, Yarmouth
- Prince George Hotel, Halifax
- Greenwood Motor Hotel, Charlottetown

*AUTO-TEL accepte les réservations pour le Mandarin Vancouver, l'Auberge des Gouverneurs, Vill d'Or, et le Château d'Amor, Anvik, Québec, offre un tarif spécial aux clients d'Avis.

Week-ends gratuits Avis-hôtels

Après cinq locations Avis assorties de cinq séjours dans les hôtels Westin ou Hilton, vous méritez alors un week-end gratuit dans les mêmes hôtels avec voiture Avis. Imbattable! Tous les détails dans le dépliant AUTO-TEL Avis.

44 95\$ PAR JOUR pour une luxueuse Avis

En réservant par AUTO-TEL, vous demandez une Buick d'Avis Park Avenue, une Delta 88, une Olds 98 ou toute autre voiture luxueuse semblable aux bureaux d'Avis participants du Canada. Tarif de 44,95\$ par jour, 200 km gratuits, 0,15\$ du kilomètre additionnel.

AIR CANADA Crédits de voyages Aéroplan!

En voyageant par Air Canada, vous méritez le crédit de voyage applicable à chaque vol, et 1000 milles additionnels pour votre location Avis; un autre 1000 milles de crédit vous est accordé pour votre chambre Westin ou Hilton à 50% de réduction.

Un téléphone pour le Maximum
AUTO-TEL
1-800-268-0303
Québec et Ontario (sauf 807)
1-800-268-2310
Ailleurs au Canada
622-0770
A Toronto

50% de réduction Hôtels Hilton

50% de moins que les tarifs courants, chambres à lits jumeaux, Étages Plus, ou chambre deluxe à lits jumeaux aux hôtels suivants :

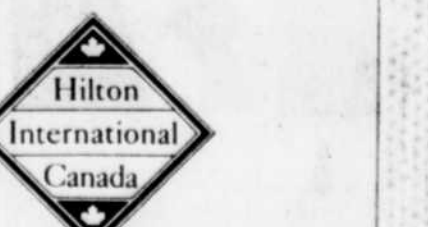
- Hilton International Saint-Jean, N-B
- Hilton International Québec*
- Bonaventure Hilton International, Montréal
- Montréal Aéroport Hilton International, Dorval
- Toronto Hilton Harbour Castle*
- Toronto Airport Hilton International
- Hilton International Windsor*

3 voyages exotiques

Vous avez de plus la chance de gagner l'un des trois voyages exotiques du concours AUTO-TEL comprenant le passage aérien pour deux personnes, une voiture Avis pour une semaine et une chambre d'hôtel (Westin or Hilton), chaque fois que vous retenez une voiture Avis par le truchement d'AUTO-TEL, pendant toute la durée de la promotion. Destinations : Paris, Londres, Singapour.

La combinaison voiture-hôtel est disponible dans les villes participantes au Canada seulement, moyennant réservations et sujets à disponibilité.

Tous les détails de la promotion et du concours à tous les bureaux d'Avis. Appelez AUTO-TEL pour la liste complète des hôtels participants. Cette offre se termine le 30 avril 1987.



On y met du coeur
Avis loue des voitures GM
*Avis et "On y met du coeur" sont des marques déposées d'Aviclar Inc.